

ALTER EGO

LE JOURNAL

Cette revue est financée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Paris

À la recherche d'un dialogue
les usagers parlent aux habitants

N° 48. 2^{ème} trimestre 2005

Revue de prévention des risques (Sida, Hépatites, IST) et de réduction des dommages liés à l'usage de drogues
réalisée par des usagers de drogues, des bénévoles et des travailleurs sociaux.

SOMMAIRE

● **Échos d'ÉGO**

P. 3/7

- ◆ La pétition SQL
- ◆ Habitants et usagers de drogues : un dialogue pour un intérêt commun
- ◆ Lettre ouverte d'un habitant de la goutte d'or
- ◆ Vernissage de l'exposition de Thomas Rathier à STEP

● **Dossier prison (suite et fin)**

P. 8/9

- ◆ Avant la sortie de prison : se préparer à l'emploi
- ◆ Droits sociaux et allocation d'insertion pour sortants de prison

● **Tribune libre**

P. 10/13

- ◆ Chronique d'une condamnation annoncée
- ◆ Témoignage croisé sur la substitution Norvège/France

● **Bloc notes**

P. 14/15

- ◆ Adresses utiles

● **Dossier toxicomanie / RdR**

P.16/21

- ◆ La réduction des risques légalisée: la santé au delà des préjugés
- ◆ Aller à Marmottan
- ◆ Le quai 9 : intégration d'une structure de réduction des risques dans le voisinage

● **À lire, à voire et à manger**

P.22/23

- ◆ Le carnet de « teuf » des dix ans de Techno Plus
- ◆ Cargo 21, un carnet de voyage pour une culture solidaire

● **Poèmes, poésies, pensées**

P.24/26

● **Programme de la fête de la Goutte d'Or**

P.24/26

Tous les jours arrive cette histoire. Une équipe soudée par des années d'expérience sur le terrain d'un travail social qui paraît impossible. Des enfants à la dérive, des réfugiés dans des camps d'urgence, des services de santé pour une population errante, des centres d'accueil pour des adolescents perdus, des foyers de femme battues, des migrants, des délinquants, des toxicos. Ces équipes sont composées de travailleurs sociaux et de bénévoles, qui ramassent les gens dans les fossés, sur les routes, dans la rue, sans domicile fixe, dans les squats. Jour après jour, nuit après nuit, des hommes et des femmes qui accueillent, aident, redressent, serrent des mains, tendent un café chaud, renseignent, orientent, réussissent et échouent. L'administration et la société les ont placés aux premières lignes d'un combat qui jamais ne cesse. Ils travaillent sous la pression des urgences et sous la surveillance d'une opinion sans complaisance, qui leur murmure à l'oreille : arrêtez d'aider les épaves, à quoi bon, allons, un bon coup de balai, enfermons tous ces gens, vos efforts sont vains. Ils continuent, ils persistent. Ils doivent tendre leur énergie, leur intelligence, leur compétence, pour aider ceux et celles qui ont le plus besoin d'aide, et en même temps persuader les pouvoirs publics, les politiques, les administrations, que leur travail est utile, qu'il doit être encouragé, financé, soutenu. Il leur faut être efficaces dans le travail et exemplaires dans leur comportement. Il faut ramasser la boue et rester propres, gérer la folie et garder raison.

Et puis un jour, sans crier gare, ils découvrent que parmi eux, qui doivent être exemplaire, le pire arrive. Une infirmière tue au lieu de soigner, un pédagogue massacre au lieu d'éduquer, un policier rejoint le rang des criminels. On connaissait cette personne, elle était intelligente, dévouée, aimable, au dessus de tout soupçon et pourtant elle menait une double vie. Le jour, elle soignait l'horreur, la nuit, elle y participait. Tous sont bouleversés, atteints en plein cœur. Il suffit d'une personne, d'une seule, qui bascule dans l'infamie, dans la monstruosité, pour mettre en cause tout leur travail. Les bonnes consciences exultent : on vous l'avait bien dit, il faut être tordu pour s'occuper des exclus, des épaves, des malades.

Nous étions surs de bien travailler, d'obtenir des résultats. Nous ne craignons qu'une chose : que le ciel nous tombe sur la tête. C'est arrivé chez nous, à ÉGO. Ce n'est plus un fait divers qu'on lit distraitement. L'un des nôtres, nous a trompés pendant des années. Nous sommes impuissants. Il ne nous reste que la colère, l'effroi, les pleurs, l'indignation et une énorme compassion et solidarité pour les victimes et à remercier du fond du cœur tous ceux et celles qui, dès la première heure, nous ont soutenus dans cette difficile épreuve. Il ne nous reste plus qu'à compter les dégâts, qu'à faire le deuil d'une relation de plusieurs années, qu'à reconstruire ce qui a été détruit.

Il faudra du temps pour surmonter un tel traumatisme. Mais nous ne donnerons pas raison à ceux qui utilisent le drame pour remettre en cause notre travail. Nous continuons. Le CA et toute l'équipe d'ÉGO

Editeur de publication : Espoir Goutte d'Or (association loi 1901).

Président d'Espoir Goutte d'Or : Dominique Tardivel.

Directrice de publication : Lia Cavalcanti.

Coordination et mise en page : Muriel Depierrefix Torres.

Illustrations : Muriel Depierrefix Torres, Philippe Férin.

Corrections : Arlette Devouge et Noëlle Savignat.

Comité éditorial : Arlette Devouge; Noëlle Savignat; Lia Cavalcanti; Leila Chala; Bob.

Comité de lecture : Arlette Devouge; Lia Cavalcanti; Noëlle Savignat.

Imprimerie : SCOP IDG. 4 bis rue d'Oran 75018 Paris.

Parution : Trimestrielle - 3 000 exemplaires.

Numéro ISSN : 1770-4715

Nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration de cette revue : Maurice Goldring, Arnaud Pendrie, Gérard Guinot, Jean Marc Priez, Patricia G, Jean-Luc Roméro, Christophe Mani, Gérard Martingue, Astou, Sakiba, Robert, Youcef, Khéro, Mamado, Olivier.

Nous écrire : Espoir Goutte d'Or. 13 rue Saint-Luc 75018 Paris

Tél. : 01 53 09 99 49 - Fax : 01 53 09 99 44 - Mail : ego@club-internet.fr

Vous pouvez aussi contacter la revue par mail : alteregojournal@club-internet.fr

Et/ou rencontrer l'association ÉGO sur le web : <http://perso.club-internet.fr/ego>

« Nous adressons un grand remerciement
à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM). »



Lettre ouverte

d'un habitant de la Goutte d'Or

Maurice Goldring est habitant de la Goutte d'Or, dans le 18ème arrdt. de Paris, et écrivain. À la retraite, il écrit actuellement un ouvrage sur le quartier. Pour son livre, il pousse un jour la porte de notre association pour nous rencontrer. Aujourd'hui, il fait partie de notre Conseil d'Administration. Nous lui avons demandé « pourquoi cet engagement dans notre association ? »

Madame, Monsieur,

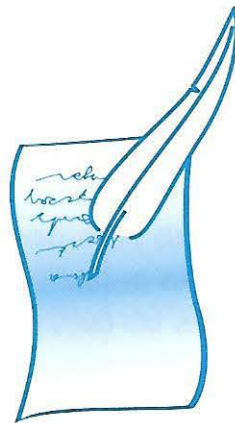
Vous habitez la Goutte d'Or et vous êtes préoccupés, inquiets, indignés, révoltés, rayez la mention inutile, par la présence du trafic et de consommation de drogues dans vos rues et dans vos immeubles. Vous avez le sentiment qu'on laisse se développer ce phénomène dans un quartier défavorisé pour protéger les autres quartiers de Paris. On dit « abcès de fixation. » Vous avez l'impression que les interventions policières sont inefficaces ou inutiles, puisque les toxicos et les dealers sont toujours là.

Devant cette situation démoralisante, vous avez le choix entre plusieurs réactions :

La première : ne pas regarder, ne pas voir, d'éviter les rues où se concentrent trafic et consommation, prendre le métro à Barbès plutôt qu'à Château Rouge. Avec le temps, on peut faire comme si le phénomène n'existait pas. Personne ne pourra vous le reprocher. Vous n'y êtes pour rien et chacun a le droit de choisir ses soucis ;

La seconde : écrire des lettres aux élus, aux pouvoirs publics, à la presse, pour dénoncer cette situation. De manifester aussi, de temps en temps, par colère, contre une situation impossible. De demander une présence policière renforcée. De protester contre l'installation de centres de prévention et de soins qui risquent de fixer encore plus la toxicomanie dans votre lieu de résidence ;

La troisième : essayer de comprendre. En ne contournant pas la réalité. Il faut bien admettre qu'avec le temps, la Goutte d'Or est devenue un endroit où se concentrent le crack et d'autres produits qui détruisent leurs consommateurs et abîment le quartier. Vous savez aussi (ou vous prendrez conscience) que la répression seule ne règle rien. Elle ne peut être efficace que si elle s'accompagne d'une politique de prévention et de soins. Les opérations « coups de poing » sont inutiles, elles visent seulement à vous rassurer et à calmer les inquiétudes.



Si vous choisissez la troisième réaction, vous pourrez trouver des éléments de réflexion dans le centre d'accueil Espoir Goutte d'Or (EGO). Ses responsables et ses animateurs n'ont pas de réponses toutes faites, mais vous vous rendrez compte qu'ils ne sont pas à l'écart de vos inquiétudes. Ils les partagent, ils y réfléchissent et ils agissent au mieux

de leurs connaissances et de leurs moyens.

Une visite ne vous rassurera pas, elle vous inquiètera peut-être davantage, mais elle ne vous laissera pas indifférents. Personne ne peut être impunément témoin de la misère, de la prostitution, de la toxicomanie, de la mendicité, parce qu'ils ne sont pas seulement des spectacles, ils sont aussi des miroirs. Vous êtes inquiets ? Nous aussi.

Maurice Goldring

Habitants et usagers de drogues : un dialogue pour un intérêt commun.

Dans le quartier de la Goutte d'Or, on observe depuis plusieurs semaines une augmentation des nuisances liées à la consommation de drogues, notamment des intrusions dans les halls et les cages d'escaliers d'un bon nombre d'immeubles. ALTER EGO le journal souhaite offrir une tribune donnant aux uns (les habitants) et aux autres (les usagers de drogues) l'occasion de discuter des problèmes rencontrés et de chercher des solutions qui puissent satisfaire tout le monde.

Nous sommes usagères et usagers de drogues. Nous avons appris que les habitants se plaignaient de notre présence dans les halls et les cages d'escaliers des immeubles, de nous voir consommer dans la rue, au vu et au su de tout le monde, de trafiquer, etc. Nous rions de mauvaise foi si nous répondions que cela est faux. Certains d'entre nous, en effet, ne font pas très attention à leur environnement. Nous-mêmes, nous avons certainement déjà consommé des drogues dans ces endroits. Mais pas toujours ! Il nous arrive, le plus souvent, d'aller dans des endroits où nous ne serons dérangés par personne. Mais nous n'avons pas toujours le choix. Alors nous pénétrons dans un immeuble, non pas pour gêner ses occupants, mais plutôt pour bénéficier d'«une certaine discrétion». Après notre passage, nous essayons de ne laisser aucune trace (de sang, d'excréments, des seringues, ou tout autre matériel qui peut servir à notre consommation), mais nous savons que certains consommateurs de drogues n'ont pas cette attention. Croyez-le bien, nous en sommes désolé(e)s. Une fois que nous avons notre drogue, il est exact que nous perdons, parfois, tout sens civique. Comme si plus rien ou plus personne n'existait, nous n'avons plus qu'une idée en tête, celle de consommer. La logique voudrait que nous allions le faire ailleurs,

ou mieux, que nous nous arrêtions de consommer. Nous avons déjà essayé, mais nous n'y sommes pas encore arrivé(e)s. Les mauvais esprits diront que nous avons manqué de volonté, les optimistes que ce n'était peut-être pas le bon moment.

Même si notre consommation de drogues ne regarde que nous, les habitants ne devraient, ni de près, ni de loin, y être associés contre leur gré. La solution la plus simple voudrait que nous allions « ailleurs ». Cela est déjà arrivé, mais cet « ailleurs » nous a également prié d'aller voir « ailleurs », et ainsi de suite. C'est ainsi depuis longtemps ! Vous savez ?

Nous vivons dans le même quartier et nous ne nous connaissons qu'à travers des faits-divers négatifs et/ou des idées préconçues et préjugés. Peut-être pourrions-nous déjà apprendre à nous connaître ? En effet, nous n'avons jamais pris le temps de parler ensemble, nous évitant dès que nous nous croisons. Pourtant notre quotidien n'est pas éloigné de votre société, mais en plein dedans. Mais nous y avons depuis longtemps perdu nos repères, nos liens. Été comme hiver, nous n'avons pas de toit, nous sommes toujours à la recherche d'un endroit où dormir, souvent pour une seule nuit. Nous ne travaillons pas, pour certains nous sommes juste prestataires du Revenu

Minimum d'Insertion (RMI).

Vous, vous voulez vivre en paix ; nous, nous souhaitons vivre autrement. Nous pourrions, chacun de notre côté, continuer longtemps à nous ignorer, à nous éviter, à ne pas nous comprendre mutuellement.

Nous vous proposons donc une rencontre. Qu'en pensez-vous ? Nous pourrions discuter et chercher ensemble des solutions satisfaisantes qui rendent supportable la cohabitation dans ce quartier. Ces solutions ne pourront pas régler tous les problèmes rencontrés, mais nous aurons eu au moins le mérite de les évoquer en commun. Nous passons souvent à l'association EGO. Cette association a été créée par des habitants, des professionnels socio-sanitaires et des usagers de drogues du quartier. C'est là que nous venons quotidiennement pour manger, pour contacter des travailleurs sociaux qui nous aident à entreprendre des démarches, mais surtout pour rencontrer d'autres personnes et garder un minimum de contact avec les autres. Chaque mercredi soir, nous nous y retrouvons et discutons librement de tout ensemble. Nous vous y invitons.

En attendant cette rencontre, voici quelques textes que nous avons écrits à votre intention pour essayer de mieux nous faire connaître, pour que vous sachiez qui nous sommes.

« Quand t'es un enfant de la DASS, l'école, elle n'en a rien à foutre de toi. »

Moi, l'école, j'n'aimais pas ça. J'suis un enfant de la DASS et quand t'es un enfant de la DASS, l'école, elle n'en a rien à foutre de toi. « Au fond de la classe ! » Voilà c'qu'elle dit l'école aux enfants de la DASS.

La DASS, elle m'a envoyé en Bretagne chez des paysans. C'est ma mère qui m'y a déposé. J'étais tout petit. On était devant la porte de la ferme. La neige, elle m'arrivait au-dessus de la tête. J'ai cru étouffer. Ma mère m'a soulevé, et j'me suis remis à respirer. C'est un souvenir qui me reste.

Les enfants de la DASS, chez ces paysans, ils dormaient en haut, dans la grange. Et quand ils étaient majeurs, ils partaient ailleurs. Le premier soir où j'ai dormi là-haut, il y avait un gars, un Italien je crois, il m'a dit « J'te plains petit ! Ils vont t'en faire baver, ce sont de vrais salauds ! » Le lendemain, il était parti.

Ça, pour être de vrais salauds, c'étaient de vrais salauds. Ils nous fouettaient avec un grand fouet, comme ça, « chlac ! chlac ! » J'ai encore les marques dans l'dos. Et ils avaient fait des trous dans le mur pour nous espionner quand on dormait. De vrais salauds !

J'avais cinq ans, p't'être un peu plus. J'allais au pré avec soixante-dix vaches. C'est énorme une vache pour un petit garçon, alors soixante-dix ! Les paysans, ils m'envoyaient aux prés, et tous les soirs, ils comptaient les vaches ! « Une, deux, trois... » jusqu'à soixante-dix. Ils comptaient et y m'regardaient avec un sal œil ! Une fois, y'a une vache qu'était partie se promener dans l'pré d'à côté. J'l'avais pas vue. Quand ils ont compté, ils m'ont renvoyé la chercher. « T'as intérêt » qu'y m'ont dit, « sinon tu vas en prendre pour ton grade ! » Heureusement, le chien, il m'aidait. Il était super le chien, pour rassembler les vaches et pour les faire avancer. Il était super le chien ! Je sais même plus où ils habitaient ces gens, j'étais trop petit. Quand je repense à tout le mal qu'ils nous ont fait, à nous, les enfants de la DASS ! Si j'pouvais les r'trouver...

La DASS, parfois, elle nous envoyait des colis, avec des vêtements pour nous habiller. Mais les vêtements, on n'les voyait jamais ! C'étaient des beaux trucs tout neufs, et bien eux, ils les revendaient ou p't'être qu'ils les filaient à leur famille, en tout cas, nous, on n'avait jamais rien.

Tout ça, ça a commencé parce que j'étais copain avec une petite fille. On jouait tout le temps ensemble. Un jour, elle était dans la cour, je lui avais fait coucou par le soupirail. Nous, on habitait dans la cave avec mes parents. La petite fille, elle est allée dire à ses parents qu'on habitait dans la cave. Ça les a embêtés les parents ! Ils ont fait tout un ramdam. Y'avait même eu notre photo dans le journal. Avec la cave et tout. Mon père, il buvait. Il était violent. Ma mère, elle était perdue...

C'est comme ça que je m'suis retrouvé à la DASS. À l'école, j'n'étais rien, parce que l'école, elle, n'en a rien à foutre des enfants d'la DASS. Maintenant, j'ai quarante-six ans et ma vie, elle est foutue. J'n'ai pas de femme, pas de famille, pas de maison... J'les retrouverais bien ces paysans, y'avait qu'les grands-parents qu'étaient sympas...

Aujourd'hui, tout se mêle par Thierry

Aujourd'hui, tout se mêle : mon réveil avec la migraine ; le bruit de la benne à ordures, les portables qui sonnent ; la réponse hurlante et chaotique des Africains, venant du cinquième étage ; la tête qui me lance ; mon estomac qui grogne ; la faim justifie les moyens ; les moyens de savoir comment faire pour manger.

Aujourd'hui, tout se mêle : le Doliprane effervescent en guise de café ; la douche avec son faible filet d'eau chaude sans pression ; les rideaux que j'ouvre ; la proximité des fenêtres de l'immeuble d'en face ; et toujours les mêmes personnes, accoudées à leur balcon, regardant je ne sais quoi !

Aujourd'hui, tout se mêle : enfin, je descends ; enfin, je me rends à EGO ; enfin, je peux boire mon café au lait.

Aujourd'hui, tout se mêle : Désirée qui me convie à participer à l'atelier d'écriture ; ma migraine qui s'en va ; les petits gâteaux faits maison... un individu, non-usager, cherchant à semer le trouble, les critiques qu'il fait à EGO ; les animateurs qu'il traite comme de la merde...

Aujourd'hui, tout se mêle : la misère des uns ; la misère des autres ; mon rendez-vous chez mon médecin, la salle d'attente pour l'éternelle attente, et cinq minutes pour la consultation, et je reviens à l'atelier d'écriture, parce qu'aujourd'hui, tout se mêle...

Regrets par Michel

Celle qui m'a donné naissance n'a pas été tendre avec moi.

Celle qui m'a donné le plus de bonheur, c'est ma femme.

Celle qui m'a donné le plus beau cadeau, un enfant.

Celle qui m'a donné tout l'amour qu'une femme peut donner à un homme.

Celle sur qui je pouvais compter.

Celle où je pouvais pleurer sur son épaule.

Celle où je pouvais dormir dans ses bras.

Celle qui m'a donné de la tendresse.

Celle qui était mon rayon de soleil.

Celle qui était ma raison d'être.

C'était en février, trois jours avant la Saint-Valentin, sur la route nationale, entre Orléans et Paris. Un trente-six tonnes a brûlé un feu. Le conducteur était ivre. J'étais au volant. Nous étions tous les trois, ma femme, mon fils de huit ans et moi. Moi seul ai survécu...

Propos recueillis par l'équipe du journal auprès des usagers fréquentant le centre d'accueil et le programme de réduction des risques STEP de l'association Espoir Goutte d'Or

La pétition

Stalingrad Quartier Libre (SQL)

Des riverains se mobilisent pour renforcer le dispositif d'accueil et d'hébergement destiné aux usagers de drogue du Nord de Paris.

L'association d'habitants Stalingrad Quartier Libre a lancé une pétition l'hiver dernier en réaction à l'évacuation des squats de la Porte de la Chapelle. Cette pétition a, en fait, été imaginée collectivement au cours d'une réunion à la Maison des Associations du 18e à laquelle assistèrent des habitants de l'arrondissement venus de tous horizons. Cette pétition qui a récolté près de 1500 signatures sera remise à tous les décideurs publics concernés : Maires d'arrondissement, Maire de Paris, Préfets, Gouvernement (MILDT). Elle sera commentée publiquement lors d'une table ronde organisée à la Mairie du 18e le 14 juin prochain.

Parmi les signataires de cette pétition, on trouve essentiellement des habitants du 18e mais aussi des arrondissements et communes voisines ainsi que de nombreux usagers de drogue de ces quartiers. C'est une des grandes réussites de cette démarche que d'avoir montré que les habitants et les usagers pouvaient partager des constats et des propositions.

Pour la sécurité, la santé et la tranquillité de TOUS

PETITION

**Pour la création de lieux ouverts de jour et de nuit
afin d'accueillir et d'héberger les toxicomanes SDF**

Après l'évacuation des deux squats de la Porte de la Chapelle, aucune solution n'a encore pu être trouvée pour les toxicomanes expulsés. En cette période d'hiver, la plupart d'entre eux se sont à nouveau réfugiés dans les immeubles, les parkings et les caves du Nord de Paris. Ces dernières semaines, les peurs et les tensions ont repris et plusieurs personnes toxicomanes sont mortes.

Nous, habitants des quartiers Nord de Paris, demandons que l'Etat et les élus locaux prennent des mesures en urgence pour répondre à cette situation inacceptable tant d'un point de vue humanitaire que du point de vue de notre qualité de vie. Le manque d'hébergement et de lieux de vie dédiés aux toxicomanes SDF, loin de les « chasser » puisqu'ils sont toujours là, les contraint à occuper les rues, les parcs et les immeubles dans lesquels nous vivons.

Nous demandons que soient ouverts des lieux de vie et d'hébergement adaptés (et non uniquement des accueils de jour) afin de résoudre les problèmes là où ils se posent à toute heure du jour et de la nuit. Si plusieurs petits lieux de ce type venaient à voir le jour de manière à répartir cet accueil, nous pensons que nous aurions franchi un pas important pour la sérénité de nos quartiers tout en permettant, peut-être, à ces hommes et à ces femmes de faire un premier pas vers les soins et la réinsertion.

Nous appelons tous ceux qui se sentent concernés à soutenir notre démarche : habitants des autres quartiers ou de banlieue, toxicomanes, parents et amis de toxicomanes, associations, commerçants, élus, professionnels...

Cette pétition a également reçu le soutien des associations La Chapelle, Les Jardins d'Eole, la section 18e de la Ligue des Droits de l'Homme, les Verts du 18e et bien sûr celui d'Espoir Goutte d'Or.

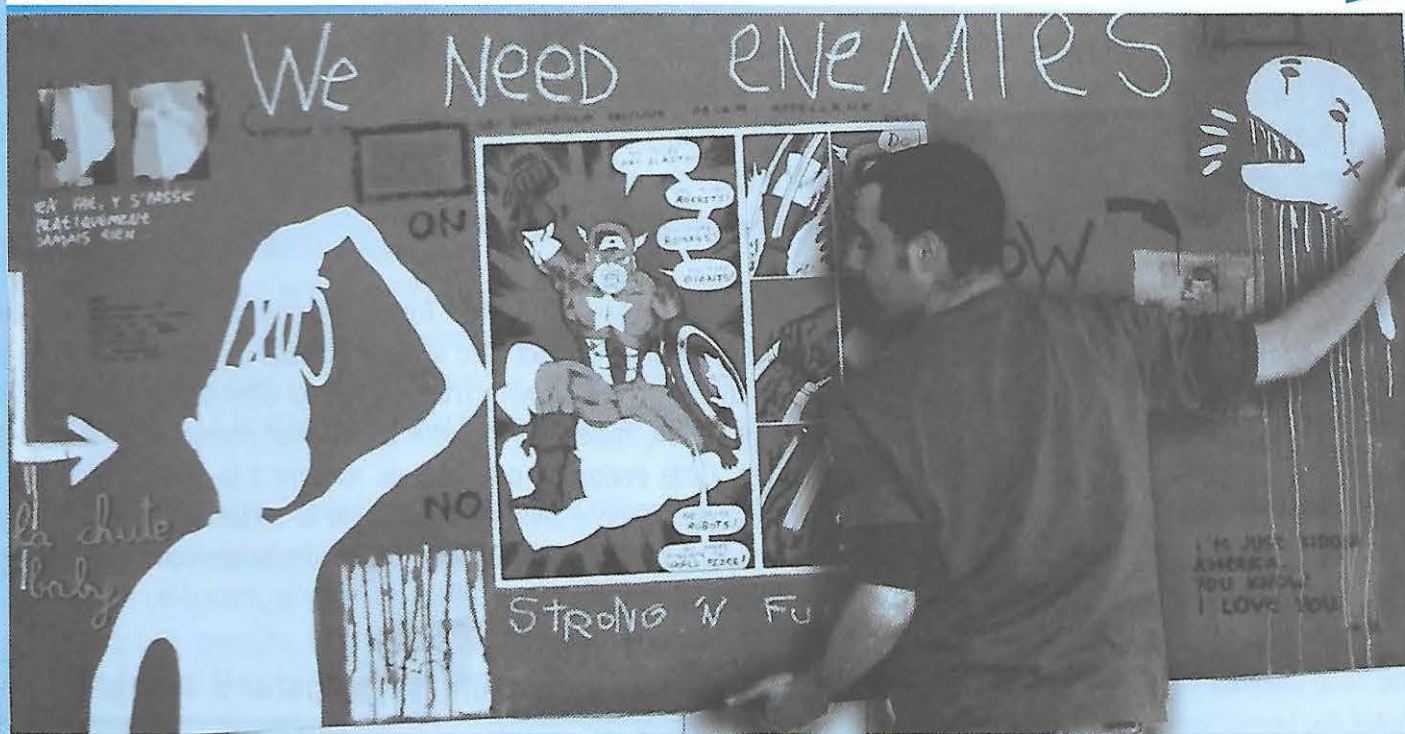


Exposition

Thomas Rathier

à STEP

le 27 Mai 2005



Il est dix-sept heures trente, le rideau métallique de STEP se lève pour le vernissage de la cinquième exposition organisée par l'équipe du PES. Thomas Rathier, artiste du quartier de la Goutte d'Or, a investi le local qui se prête bien à l'accrochage d'œuvres de grands formats. Son travail semble trouver écho auprès d'une grande partie du public qui réagit assez directement. Thomas constate, lui-même, que ses tableaux résonnent, ici, de manière particulière. En procédant par collages de mots et d'images, il cherche à toucher, à révéler des zones de l'esprit inconnues ou inexplorées. Ses associations de photos, de dessins de textes, de citations diverses qui s'entrechoquent, interpellent les spectateurs. Les réactions de ces derniers donnent lieu à de nombreux échanges et discussions, dans une atmosphère de respect et de curiosité face aux œuvres présentées. Il apparaît qu'à STEP, le public aborde le travail exposé avec moins de préjugés esthétiques que dans une galerie plus conventionnelle. Sa réaction est souvent plus authentique et les rencontres occasionnées par ces événements en sont d'autant plus riches. Il se joue, ici, quelque chose qui touche à la représentation sociale, le fait de pouvoir s'exprimer face à un travail présenté dans ce cadre inattendu, semble très valorisant. C'est une petite parenthèse dans le quotidien, un instant un peu magique de découvertes et de conversations durant lequel on ne sait plus trop si c'est la culture qui est au service de la prévention ou la prévention à celui de la culture. En tout cas l'aventure continue.

Arnaud Pendrie accueillant à STEP



Avant la sortie de prison : se préparer à l'emploi

Quand on sort de prison, quantité de démarches sont à entreprendre : sécurité sociale, RMI, hébergement à trouver d'urgence pour certains, prise en charge médicale, etc. et inscription à l'ANPE. À Paris, une agence de l'ANPE¹ s'occupe essentiellement des personnes venant de sortir d'une période d'incarcération. Il existe également un guide « Comment se préparer à l'emploi ? »

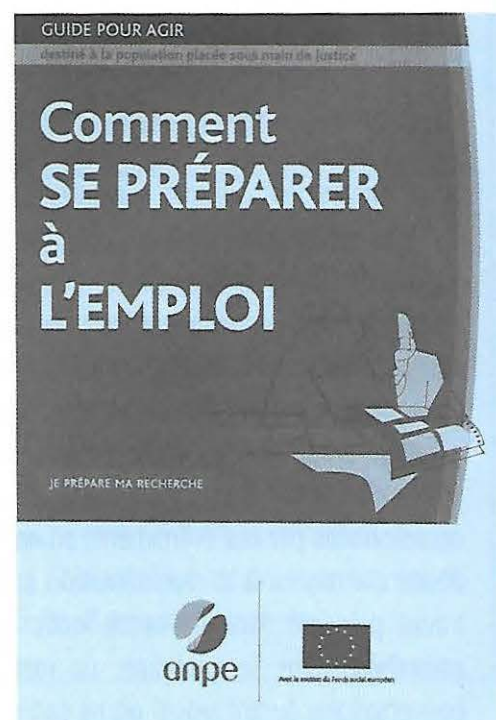
1. ANPE Espace Liberté Emploi
17, rue Juge
75015 Paris
Tél. : 01 58 01 07 20
Fax : 01 58 01 07 21

Quelle démarche pour rencontrer un conseiller ANPE?

Il faut savoir que certaines prisons accueillent des conseillers ANPE. Toutes les prisons ne le peuvent pas malheureusement, mais pour être informé il faut entrer en contact avec le service social de la prison et faire la demande par écrit du souhait de rencontrer un conseiller. Ce conseiller n'est pas là pour offrir du travail à la sortie ou pour faire bénéficier d'un quelconque autre droit, mais pour prendre un premier contact et évaluer des compétences professionnelles et intellectuelles. Cette évaluation permettra de réfléchir à la situation actuelle chômage, précarité et non pas à celle du plein emploi ou à celle du moment de la sortie des études. Il sera également possible de réfléchir aux métiers qui pourraient être proposés, en tenant compte des compétences, des capacités de la personne et de la réalité du marché du travail.

Le guide « Comment se préparer à l'emploi ? »

Le guide « Comment se préparer à l'emploi ? » Ce guide contient plein de conseils pour mieux se préparer à l'emploi lors de la sortie, pour construire un projet professionnel, pour une remise à niveau, pour faire un C.V. et une lettre de motivation. Quand on a depuis longtemps perdu de vue le monde du travail, perdu l'habitude de chercher un emploi, quelques bases sont nécessaires. Ce guide les propose.



Droits sociaux et allocation d'insertion pour sortants de prison

Utiliser la période d'incarcération pour entamer des démarches sociales, ou encore, s'informer sur la perte ou le maintien des droits sociaux acquis avant l'incarcération «en voilà une idée qu'elle est bonne». Nous avons demandé à un assistant social, Gérard Guinot, de répondre à quelques questions à ce sujet.

Démarrer un dossier RMI en prison ? À Fleury Mérogis, l'association ESP 93 intervient. Elle peut apporter son aide pour cette démarche, mais uniquement pour les sortants qui résident sur le 93. Pour les personnes qui résident sur un autre département, cette démarche, comme presque toutes les autres, s'effectue à la sortie. Si la personne était bénéficiaire du RMI, avant l'incarcération, elle continue à le percevoir durant 60 jours, après c'est fini. Une nouvelle demande, lors de la libération devra être faite.

Faire une demande à la COTOREP¹ en prison ? Démarrer un dossier COTOREP peut être envisagé, mais seulement dans les six mois qui précèdent une libération (compte tenu des délais d'instruction du dossier). Pour faire cette demande, il convient de solliciter un entretien avec le médecin de la prison en contactant le service médical et/ou un conseiller d'insertion. Seul le volet administratif sera constitué et uniquement dans le cadre d'une libération intervenant dans les 6 mois.

Percevoir l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) en prison ? Si l'AAH était perçue avant l'incarcération, elle perdurera pendant 45 jours après l'incarcération. Ensuite, elle est versée à taux différentiels, selon la situation, par exemple, pour une personne célibataire, elle sera de 12 %.

Si c'est une première sollicitation ou un renouvellement, il n'y a aucun avantage à en faire la demande pendant l'incarcération. Mais compte tenu des délais d'instruction du dossier, les démarches peuvent être entamées, pour une première demande ou pour un renouvellement, six à sept mois avant la libération. Mais uniquement lorsqu'une future remise en liberté est prévue.

L'allocation d'insertion pour les sortants de prison ? Le bénéfice de cette allocation peut être envisagé une seule fois. Les personnes récidivistes en sont exclues. La demande est à effectuer auprès des ASSEDIC du lieu d'habitation, après inscription à l'ANPE. La durée d'emprisonnement doit avoir été égale ou supérieure à deux mois. Le plafond de ressources correspond aux revenus déclarés des douze mois précédant la demande ; c'est-à-dire, que les RMI et AAH sont exclus des ressources.

Sécurité sociale ? L'affiliation à la sécurité sociale d'une personne détenue se fait au centre de sécurité sociale du lieu de l'incarcération. Pour la demander, au moment de la libération, il faut se rendre au centre de sécurité sociale du lieu de résidence, muni d'un bulletin de sortie. Néanmoins, l'affiliation obtenue lors de la détention peut être conservée. Pour l'activer la personne devra se rendre dans le centre de sécurité sociale concerné muni de son bulletin de sortie. Les personnes qui suivent un traitement lourd, peuvent recevoir des soins dans les centres de Médecins du Monde et/ou les centres PASS² des hôpitaux publics .

Alter Ego avec la collaboration de Gérard Guinot, assistant social

1.Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel

2.Permanences d'accès aux soins de santé (PASS) : Suivant la loi du 29 juillet 1998 de lutte contre les exclusions, le service public hospitalier concourt « à la lutte contre l'exclusion sociale. » Sur cette base, l'accueil social à l'hôpital est généralisé et les établissements publics de santé, ainsi que les établissements privés participant au service public hospitalier, doivent mettre en place, dans le cadre des Programmes régionaux pour l'accès à la prévention et aux soins (PRAPS), des PASS adaptées aux personnes en situation de précarité pour les accompagner dans les démarches nécessaires à la reconnaissance de leurs droits. En 1999, les établissements publics de santé ont mis en place 300 PASS.

Chronique d'une condamnation

annoncée



dessin de l'association Techno Plus illustrant le procès

En tant que président de l'association Techno Plus, j'ai été mis en examen fin 2002 pour avoir « provoqué et facilité » l'usage des stupéfiants en France, en diffusant des conseils sur l'utilisation de la cocaïne et autres substances par Internet.

D'abord classée sans suite le 4 mars 2003, la plainte a débouché sur un procès qui s'est tenu le 23 septembre de la même année. Débouté pour vice de forme, le parquet a fait appel de la décision. Après deux reports en mars et octobre 2004, le procès a eu lieu le lundi 21 mars 2005.....

« La Cour considère que, même si l'usage de produits stupéfiants est présenté dans le document objet de la poursuite dans un cadre festif et sur un ton familier, la description des risques encourus et les conseils prodigués pour réduire ces risques révèlent que Monsieur Jean Marc Priez, président de l'association Techno Plus, a eu l'intention, en mettant ces documents sur le site Internet de participer à la politique de réduction des risques et non pas de provoquer à l'usage de produits stupéfiants.

Par ces motifs, déclare Jean Marc Priez non coupable des faits qui lui sont reprochés. »

C'est donc par ces attendus que la dixième chambre de la cour d'appel de Paris a mis un terme au procès de Techno Plus, qui avait débuté le 19 décembre 2002, lors de l'enquête par ces mots : « Vous avez eu bien de la chance à Techno Plus d'avoir été financé par les pouvoirs publics, alors que dans le même temps les personnes que nous connaissions ne le sont plus ».....

Mais, contre qui était mené ce procès : Techno Plus ? Le mouvement Techno ? La politique de réduction des risques ? (Bien

qu'étant prévenu à titre personnel, je m'exclus de cette liste ayant depuis longtemps soigné mes penchants paranoïaques).

Soupçonnant de connaître le ou les « commanditaires », c'est sans doute un peu de tout cela à la fois.

Choisir Techno Plus pour affaiblir la politique de réduction des risques paraissait judicieux : il s'agit d'une petite association issue d'un mouvement culturel qui inquiète une partie de la société, qui a fait du concept de réduction des risques sa politique globale tout en n'étant pas axée sur ceux liés à la transmission du Sida et dont il faut le reconnaître, allant au bout de la logique de réduction des risques, certains messages peuvent questionner y compris des partisans de cette démarche.

Quel bilan peut-on tirer de ces deux ans de procès ?

Deux ans c'est long, cela peut être même à titre personnel très long, mais en même temps cette longueur, voulue par les protagonistes et non par nous, a certainement eu un impact que nous n'aurions pu avoir autrement.

Tout d'abord pour Techno Plus ce procès a permis d'évaluer

concrètement l'impact que nous avions dans le mouvement Techno en France, mais aussi au niveau européen. Au-delà de la pétition interne au mouvement Techno qui a rassemblé plus de 10 000 signataires, avec parfois des initiatives qui nous ont touchés comme des lycéens se mobilisant dans une campagne de signatures à l'interne du lycée (avec l'accord des proviseurs). Nous avons été surpris, et nous le sommes encore, de voir à quel point ce procès a été connu et approprié par des centaines de personnes. Chaque fois que l'association est présente sur le terrain, la plupart des personnes viennent au stand et abordent le procès en disant « nous avons gagné », et ce « nous », le partage et la filiation qu'il sous-tend, nous rend fiers, nous volontaires de Techno Plus.

En tout cas, et les protagonistes du procès peuvent en être remerciés, jamais nos brochures n'auront été aussi diffusées, lues par des milliers de personnes et ont sans doute atteint un public que nous n'aurions pu toucher autrement.

Pour la politique de réduction des risques et ses acteurs, aussi désolant

que cela puisse paraître, il est possible que ce procès ait été, sinon nécessaire, en tous cas utile.

Passées les premières années où la politique de réduction des risques était portée par des mouvements collectifs tels que « Limiter la casse », où l'espoir d'un changement fondamental de politique unissait les personnes engagées dans celle-ci, est venu le temps de la fatigue, les équipes étant peu renouvelées, celui de l'isolement accentué par la paupérisation des équipes et surtout la désillusion liée au manque de soutien politique public.

Certes, la politique de réduction des risques est aujourd'hui officiellement énoncée dans la nouvelle loi de santé publique. Certes un décret d'application de cette politique a été signé par le 1er ministre, un référentiel marque la reconnaissance de l'action communautaire. Mais, dans le même temps, le débat public est, encore une fois de trop, pris en otage par un écran de fumée idéologique sur le cannabis, alliant une campagne d'information tous azimuts, sans concertation avec le terrain et une répression accrue (140 000 arrestations en 2004 pour usage). La politique de réduction des risques se trouve attaquée par certains élus, et une certaine presse, non pour nier les résultats obtenus (baisse de 80% de la mortalité par overdose, diminution des nouveaux cas de Sida, soit 196 en 2002 au lieu de 1493 en 1994), mais pire, pour considérer ces résultats dérisoires, estimant sans doute qu'un toxicomane mort est de fait sevré et que c'est là l'essentiel...

Dans ce contexte, cette mise en examen a été vécue comme une énorme gifle collective. Tous les acteurs, tous les militants de la réduction des risques se sont sentis personnellement concernés par ce procès. En venant témoigner au

procès, Didier Jayle l'actuel président de la MILDT ne s'y est pas trompé, sa présence se voulait un soutien à l'ensemble des acteurs et à leur travail, et non pas seulement à celui de Techno Plus.

A l'initiative de l'AFR (Association Française pour la Réduction des risques), relayée par AIDES et Médecins du Monde, une pétition s'est diffusée via Internet et a recueilli des centaines de signatures. Au-delà de la solidarité, celle-ci est porteuse d'espoir parce qu'elle a brisé l'isolement dans lequel nous étions tous, qu'elle nous a permis de revendiquer le travail effectué durant ces 15 dernières années, ces vies sauvées et d'en être fiers.

Coïncidant avec l'élaboration de la nouvelle loi de santé publique, officialisant la politique de réduction des risques, le procès s'est invité dans les débats et a constamment été à l'esprit des rédacteurs et législateurs. Porteuse de ce combat, l'AFR a pu faire entendre la voix des associations de terrain et il est indéniable que, notamment, le référentiel sur la réduction des risques a été influencé par ce procès...

Elle est aussi porteuse d'espoir parce qu'au-delà de la « famille » des acteurs de la réduction des risques un certain nombre d'hommes et de femmes politiques français et européens ont signé, révélant par là même un réseau de soutien au parlement européen qui permettra peut-être un jour à l'Europe de proposer une politique alternative à celle imposée par les Etats-Unis.

Mais en fin de compte notre plus belle victoire n'est-elle pas leur défaite ?

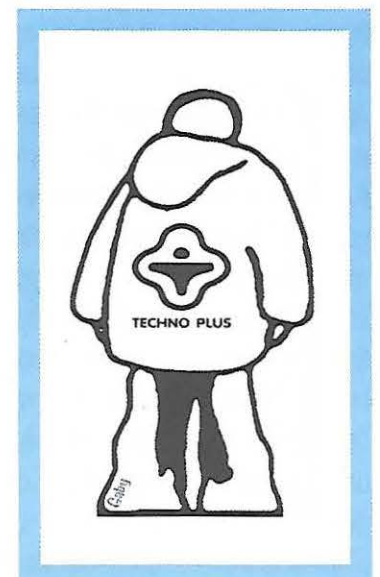
Fallait-il qu'ils soient sûrs de ma condamnation pour, que suite au classement sans suite de leur plainte

par le procureur le 4 mars 2003, ils relancent celle-ci en montant un dossier fait de doubles et de photocopies.

Fallait-il qu'ils soient sûrs de ma condamnation pour faire appel après ma relaxe du 23 septembre 2003, parce que justement des doubles et des photocopies...

Pourtant le timing était parfait, l'alternance c'est toujours un peu le temps de la revanche, la politique de réduction des risques est beaucoup moins soutenue et a de véritables ennemis, à l'instar de ces quelques amputés d'humanité qui « éructaient » à l'Assemblée nationale le 18 avril dernier leur volonté d'une France sans drogue, et qu'il n'ait d'autre alternative que le sevrage ou la mort. Oui, tout était parfait, si ce n'est qu'une parole d'humanité s'est glissée dans ce prétoire et a été entendue par la présidente de la dixième chambre de la cour d'Appel. Et que cette parole d'humanité, la première sans doute en cette enceinte, souvent prompte à sévir quand il s'agit de drogues, a marqué leur défaite, et que, maintenant, c'est sûr plus rien ne sera tout à fait comme avant dans l'histoire des drogues en France...

Jean Marc Priez
ex président de Techno Plus



Témoignage croisé sur la substitution Norvège/France

ÉCHOS RIFCC
TRIBUNE LIBRE

En novembre 1999, j'ai quitté mon concubin en France et ai décidé de rentrer en Norvège avec mon fils, alors âgé de sept ans et demi pour me remettre physiquement et moralement. Par ma mère, je suis d'origine Norvégienne. Après avoir vécu vingt-cinq ans à Paris (où je suis née), elle est partie vivre dans son pays.

Pendant que mon fils séjournait chez sa grand-mère, j'ai été admise à l'hôpital psychiatrique pour une dépression. À mon arrivée, on m'a fait un test d'urines qui s'est avéré seulement être positif au haschisch. Le médecin psychiatre n'a pas trouvé mieux que d'appeler l'équivalent de la DASS en Norvège et de déconseiller de m'accorder la garde de mon fils.

Après un premier procès que j'ai naturellement perdu, suivi d'un appel également perdu, mon fils a été placé en famille d'accueil en juin 2000. Autour de moi, je connaissais des gens qui consommaient de l'héroïne, mais je m'étais juré de ne jamais en consommer par peur d'aimer ça. Surtout après avoir appris la perte de la garde de mon enfant. Mais ma peur fit long feu. Je me suis mise à ressentir une douleur trop forte et j'ai compris que l'héroïne m'apporterait un peu d'apaisement. Le droit de visite que

l'on m'avait accordé était de quatre heures tous les deux mois. Ridicule !

Durant ma première année de défonce, mes doses n'ont fait qu'augmenter. Je consommais au moins quatre fois plus qu'au début. À cette époque, je n'avais qu'une pension d'invalidité, je la dépensais totalement dans l'héroïne. Grâce à cette pension, j'ai évité le trottoir ou la criminalité. Mais je me rendais bien compte que j'arrivais tout de même au pied du mur et qu'un jour, je serais bien obligée de faire appel à l'un ou à l'autre, si je devais continuer à me défoncer.

C'est l'idée de retrouver, un jour, mon fils qui m'a donné à nouveau l'espoir et l'envie d'arrêter de consommer de l'héroïne. J'ai donc décidé de quitter Oslo (Norvège) et de venir m'isoler à la campagne, en France. J'avais un ami sur qui je pouvais compter pour prendre soin de moi. Quatre mois plus tard, je rentrais à Oslo, sevrée. Mais à la suite du sevrage, une série de crises d'épilepsie m'ont conduite à l'hôpital. Même en ayant décroché depuis quatre mois, le médecin me proposa un traitement de substitution par la méthadone et un traitement pour les crises d'épilepsie. Toute cette démarche me donnait encore plus d'espoir de convaincre la DASS et je

Patricia, une femme d'une quarantaine d'années, est suivie pour une substitution méthadone en Norvège. De retour en France, elle est suivie dans un CSST¹ à Paris. Elle nous révèle les difficultés dans sa prise en charge qu'elle y a rencontrées et du manque d'attention à son égard et à ce qu'elle disait, ce qu'elle a durement ressenti.

commençai le traitement dès le lendemain. Chaque jour, pendant deux mois et demi, je venais prendre ma dose pour la journée, devant une infirmière. J'ai passé un contrat avec le centre méthadone ; je devais me prêter à des contrôles urinaires chaque semaine et à une prise de sang par mois, non pas pour vérifier si je prenais de l'héroïne, mais pour ajuster la dose jusqu'à « la dose confort. » Ce contrat vous engage aussi à être présent à une réunion par mois, d'une durée de deux à trois heures, avec votre médecin, le psychiatre et l'assistante sociale. Ces personnes sont appelées « groupe de soutien » et ces réunions sont faites pour discuter de l'évolution de votre situation physique, psychique et sociale. Les problèmes éventuels y sont évoqués et tout est fait pour que l'on vous aide à les résoudre.

Quand vous passez en ville, c'est le médecin qui envoie l'ordonnance à la pharmacie de votre choix. Les trois premiers mois, le patient devra prendre sa dose sur place et devant le pharmacien, bien sûr, hors de la vue des autres. Si au bout de ces trois

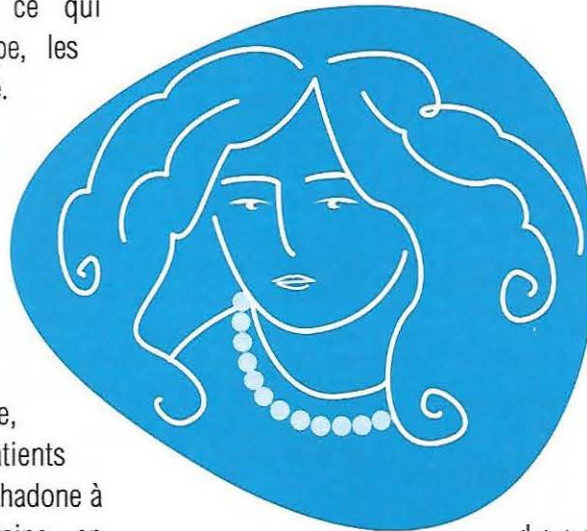
mois, tout se passe bien, c'est-à-dire si les tests d'urines sont négatifs et si vous remplissez votre contrat, le médecin vous faisant de plus en plus confiance, le pharmacien vous délivrera votre méthadone pour la semaine.

Dans ces centres, les patients sont divisés en deux groupes : d'un côté, les jeunes ayant un court parcours d'héroïnomanie et de l'autre, ce que l'on appelle « la vieille garde », la génération des années 1970/1980. Mais il y a, de plus en plus fréquemment, un troisième groupe qui apparaît, ce sont les jeunes ayant un long parcours d'héroïnomanie. La politique est de réduire progressivement les doses, en ce qui concerne le premier groupe, les jeunes, jusqu'à l'abstinence.

En ce qui concerne le second groupe, « la vieille garde », les patients sont stabilisés à un dosage et c'est à leur demande que le médecin diminuera la dose jusqu'à, peut-être, l'abstinence. Certains patients envisagent de prendre la méthadone à vie ! Une chose est certaine, en Norvège aussi, la substitution a permis de faire grandement baisser le nombre d'overdoses. En plus, selon le gouvernement, cela coûte moins cher à l'État de soigner une personne dépendante de l'héroïne que de ne pas s'en occuper. Et les patients n'ont plus besoin de faire appel à la criminalité ou à la prostitution.

Lorsque je suis rentrée à Paris, je me suis adressée à un centre méthadone pour continuer mon traitement et le suivi sanitaire et social que j'avais commencés. Pas question de tout laisser tomber ou de tout recommencer à zéro. J'avais déjà atteint « la dose confort » en Norvège,

donc je le lui dis et lui fournis l'ordonnance de mon médecin à Oslo. Pour lui, j'avais une dose trop élevée, il fallait donc tout de suite la diminuer, ce qu'il fit immédiatement, sans en discuter. Très vite, j'ai commencé à avoir des douleurs qui me rappelaient celles du manque. J'en ai parlé au centre et j'ai demandé à ce qu'on me fasse une prise de sang pour une méthadonimie pour connaître exactement l'absorption de la méthadone dans le sang. Il a fallu trois ans pour que celle-ci soit, enfin, réalisée et confirme bien ce que j'essayais d'expliquer au médecin. Le médecin décide d'augmenter la dose de 20 mg, ce qui était déjà mieux que rien. Pour lui, la



dose maximale ne devait pas dépasser 120 mg. J'ai eu beau lui dire que je continuais à souffrir de douleurs liées au manque et à avoir la preuve avec la prise de sang, il n'a rien voulu entendre.

Malgré tout, j'ai réussi tout de même à reprendre le métier pour lequel je pense être née, celui de comédienne. C'est un métier qui demande une grande capacité de mémorisation et de concentration. En désespoir de cause, mon sous-dosage m'empêchait de travailler sans souffrir, je fis appel à un médecin privé. Pour la première fois, enfin, j'étais considérée comme une patiente et non comme une ex-

droguée cherchant à manipuler tout le monde. Ce médecin a décidé de relever ma dose journalière de 40 mg. Très vite, je me suis sentie de mieux en mieux. Il m'a proposé, de lui-même, de me refaire une méthadonimie au bout de quatre semaines dans le cas où il faudrait encore augmenter la dose. Ce que j'ai mis trois ans à obtenir avec le médecin du centre de méthadone, je l'ai obtenu dès le premier rendez-vous avec le médecin de ville.

Il est tout de même anormal de devoir en passer par des souffrances pour être écouté. Du coup, c'est à moi de devoir payer la consultation et une partie de la méthadone. Mais c'est pour moi la seule solution pour être suivie correctement et capable de pouvoir travailler, de me réinsérer complètement et de retrouver le bonheur que j'éprouve d'être sur scène.

Il me semble que la France devrait s'inspirer un peu plus des pays qui utilisent la substitution depuis plus longtemps. Plutôt que de se baser sur des doses à ne pas dépasser, il vaudrait mieux porter un peu plus d'attention aux femmes et aux hommes qui ont des métabolismes réagissant différemment.

En ce qui me concerne, j'ai retrouvé foi en moi à tel point d'oser reprendre mon métier. Mais le plus beau cadeau que la substitution m'a apporté est - l'estime que mes enfants me portent. Mon fils vient régulièrement me voir à Paris et me considère maintenant comme une maman. Sans drogues. S'il a retrouvé confiance en moi, c'est sans doute parce que j'ai moi-même retrouvé confiance en l'avenir et en mes capacités.

Témoignage de Patricia G.

1. Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes.

En raison du nombre important de structures et de l'espace restreint dont nous disposons pour cette rubrique, nous nous excusons d'avance

AUTO-SUPPORT

● ASUD

Auto-Support des Usagers et ex-usagers de Drogues
204/206 rue de Belleville
75020 Paris - M° Télégraphe
Tél. : 01 43 15 00 66
asudnational@club-internet.fr

● ACT UP PARIS

45 rue Sedaine
75011 Paris - M° Voltaire
Tél. : 01 48 06 13 89

● CIRC

Collectif d'Information et de Recherche Cannabique
circ-fedec@circ-asso.org

● TECHNO PLUS

33 rue Stéphane
75018 Paris - M° La Chapelle
Tél. : 06 03 82 97 19
tplus@technoplus.org

SERVICES TÉLÉPHONIQUES D'URGENCE (Anonymes et gratuits)

DROGUES, ALCOOL, TABAC INFO SERVICE

- Drogues Info Service :

Tél. : 0800 23 13 13
(appel gratuit, depuis un téléphone fixe) ou le 01 70 23 13 13 (appel au prix d'une communication ordinaire, depuis un téléphone portable)

- Écoute cannabis :

Tél. : 0811 91 20 20
de 8h00 à 20h00, 7 jours/7
(appel au prix d'une communication locale, depuis un téléphone fixe) :

- Écoute alcool :

Tél. : 0811 91 30 30
de 14h00 à 2h00 du matin, 7 jours/7 (appel au prix d'une communication locale, depuis un téléphone fixe).

SIDA INFO SERVICE

24h/24
Tél. : 0800 840 800

HEPATITES INFO SERVICE

9h00 à 23h00
Tél. : 0800 845 800

SIDA INFO DROITS

mardi de 16h00 à 24h00
jeudi de 16h00 à 20h00
vendredi de 14h00 à 18h00
Tél. : 0801 636 636

ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA

● AIDES ARC-EN-CIEL

Accueil, écoute et orientation pour les personnes touchées par le VIH/SIDA
52 rue du fbg Poissonnière
75010 Paris - M° Poissonnière
Tél. : 01 53 24 12 00

● SOLIDARITE ENFANTS SIDA

Familles, avec enfants, touchées par le SIDA
24 rue Lieutenant Lebrun
93000 Bobigny - M° Bobigny/Pablo Picasso
Tél. : 01 48 31 13 50

● DESSINE-MOI UN MOUTON

Enfants et adolescents et leur famille touchés par le VIH/SIDA
35 rue de la Lune
75002 Paris - M° Bonne Nouvelle
Tél. : 01 40 28 01 01
contact@dessinemoiunmouton.org

● ARCAT

Tout public touché par le VIH
94/102 rue de Buzenval
75020 Paris - M° Buzenval
Tél. : 01 44 93 29 29 (sur rdv)
social@arcat-sante.org

● PASTT

(Prévention Action Santé Travail pour les Transgendres)
94 rue La Fayette
75010 Paris - M° Gare du Nord
Tél. : 01 42 09 07 07
pastt@noos.fr

● BASILIADÉ

Repas communautaire, douche, lave et sèche-linge
15 rue Beautreillis
75004 Paris - M° Sully-Morlan
Tél. : 01 48 87 65 65
Du Mardi au vendredi et le dimanche de 19h00 à 22h00
www.basiliade.com



HÉBERGEMENTS D'URGENCE

● SLEEP'IN

Hébergement d'urgence pour usagers de drogues
61 rue Pajol
75018 Paris - M° Marx Dormoy
Tél. : 01 42 09 07 07

● SAMU SOCIAL

Hébergement d'urgence pour SDF
Tél. : 115

HÉBERGEMENTS

● LE SLEEP OFF - KALÉIDOSCOPE

Hébergement logement, consultations sociales et activités de jour
7 rue Carolus Duran
75019 Paris - M° Pré-Saint-Gervais
Tél. : 01 40 03 90 90
sleep.off@asos
Le lundi et le mercredi de 10h00 à 18h00, le mardi et le jeudi de 14h00 à 18h00 et le vendredi de 10h00 à 17h00

● CITÉ « LE VILLAGE »

Hébergement en chambres d'hôtels pour usagers de drogues sous traitement de substitution
105 rue Villiers de l'Isle-Adam
75020 Paris - M° Gambetta
Tél. : 01 53 39 19 51
village.secretariat@acsc.asso.fr

APPARTEMENTS THÉRAPEUTIQUES

● SOS HABITAT ET SOINS

Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA et autres maladies
379 av. du Président Wilson
93210 La Plaine Saint-Denis - M° Saint-Denis - Porte de Paris (ligne 13) - RER Stade de France
Tél. : 01 55 87 55 55
(Paris Nord)
sosHetS.parisnord@assos.org
ou (Paris Est)
sosHetS.parisest@assos.org
ou (Paris Sud)
sosHetS.parissud@assos.org

● AURORE ESPACE RIVIÈRE

Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA et autres maladies
169 bis bld Vincent Auriol
75013 Paris - M° Place d'Italie
Tél. : 01 53 61 97 10
espaceriviere@wanadoo.fr

● ASSOCIATION CHARONNE

Pour les usagers de drogues touchés par le VIH/SIDA
3 quai d'Austerlitz
75013 Paris - M° Quai de la Gare
Tél. : 01 45 83 22 22

● ASSOCIATION DROGUE ET JEUNESSE

Pour les usagers de drogues
9 rue Pauly
75014 Paris - M° Plaisance
Tél. : 01 45 42 75 00

LES BOUTIQUES

● LA BOUTIQUE

(espace mixte)
Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues, machine à laver
86 rue Philippe de Girard
75018 Paris - M° Marx Dormoy
Tél. : 01 46 07 94 84
Du lundi au vendredi de 10h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00

● BEAUREPAIRE

Accueil, accompagnement, consultation médico-sociale, soins infirmiers, douche, programme d'échange de seringues, conseil juridique (sur rdv)
9 rue Beaurepaire
75010 Paris - M° République
Tél. : 01 53 38 96 20
Du lundi au vendredi (sauf le mercredi après-midi) de 10h00 à 13h00 et de 14h00 à 17h00

● BOUTIQUE BORÉAL/LA TERRASSE

64 ter rue de Meaux
75019 Paris - M° Jaurès
Tél. : 01 42 45 16 43
Du lundi au vendredi de 11h00 à 13h00 et de 14h00 à 16h00

● BOUTIQUE JAUNE (SIDA PAROLE)

Programme d'échange de seringues, douche, permanences médicales, sociales et psychologiques
8/10 rue Victor Hugo
92700 Colombes - SNCF Gare de Colombes
Tél. : 01 47 86 08 90
sidaparoles@no-log.org

SOINS

● 110 LES HALLES (GROUPE SOS)

Pôle de soins et de prise en charge sociale spécialisée dans le traitement des addictions, des dommages médicaux, psychiatriques et sociaux liés à l'usage de drogues
110 rue Saint-Denis
75002 Paris - M° Les Halles
Tél. : 01 55 34 76 20
110leshalles@asos.org
Du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et de 14h30 à 17h30

● ÉQUIPE DE COORDINATION ET D'INTERVENTION AUPRÈS DES MALADES USAGERS DE DROGUES (ECIMUD) - HÔPITAL BICHAUD CLAUDE-BERNARD

Favorise l'accès aux soins des usagers de drogues dans l'hôpital
46 rue Henri Huchard
75877 Paris Cedex 18 - M° Porte de Saint-Ouen
Tél. : 01 40 25 80 80

● ÉQUIPE DE COORDINATION ET D'INTERVENTION AUPRÈS DES MALADES USAGERS DE DROGUES (ECIMUD) - HÔPITAL LARIBOSIÈRE

Favorise l'accès aux soins des usagers de drogues dans l'hôpital
2 rue Ambroise Paré
75010 Paris - M° Gare du Nord
Tél. : 01 49 95 91 80

Les partenaires, dont les coordonnées ne figurent pas dans ce numéro, de ne pas pouvoir les inclure dans tous les secteurs d'activités les concernant.

● MÉDECINS DU MONDE

Soins, consultations
62 av. Parmentier
75011 Paris - M° Parmentier
Tél. : 01 43 14 81 81
Du lundi au vendredi
Le matin se présenter
obligatoirement à 9h00
Le lundi, mercredi et vendredi
L'après-midi se présenter
obligatoirement à 14h00

● C.M. BOURSULT

Accueil pour personnes en
difficulté, consultation,
dépistage VIH et orientations
54 bis rue Boursault
75017 Paris - M° Rome
Tél. : 01 53 06 35 60
Du lundi au vendredi de 8h45 à
12h30 et de 13h30 à 17h15 (le
vendredi jusqu'à 16h40)

● CENTRE MOULIN JOLY

Suivi médical et social pour des
populations confrontées au
VIH/SIDA
5 rue du Moulin Joly
75011 Paris - M° Couronnes
Tél. : 01 43 14 87 87

● LA TERRASSE

Accueil et consultations
222 bis rue Marcadet
75018 Paris - M° Guy Moquet
Tél. : 01 42 26 03 12
Du lundi au vendredi de 10h00 à
18h00

SPECIAL FEMMES ET FAMILLES

● LA BOUTIQUE

(espace femme)
Douche, soins, accompagnement
social, échange de seringues et
machine à laver
84 rue Philippe de Girard
75018 Paris - M° Marx Dormoy
Tél. : 01 46 07 87 17
Du lundi au vendredi de 10h30 à
17h00

● HORIZONS

Accompagnement des parents
usagers de drogues (hommes,
femmes et couples avec
enfants), substitution
Méthadone, soins, formation et
hébergement
10 rue Perdonnet 75010 Paris
M° La Chapelle
Tél. : 01 42 09 84 84
infos@horizons.asso.fr
Le matin : du lundi au vendredi
de 9h30 à 12h30
L'après-midi : le lundi, le mardi
et le mercredi de 13h30 à
18h00, le vendredi de 14h30 à
18h00

● CŒUR DE FEMMES

Accueil et suivi de femmes en
grande exclusion
77 rue Château des Rentiers
75013 Paris - M° Nationale
Tél. : 01 45 83 52 72
Du lundi au vendredi de 10h00 à
17h00



● LES AMIS DU BUS DES FEMMES

Accueil de femmes prostituées
6 rue du Moulin Joly
75011 Paris - M° Couronnes
Tél. : 01 43 14 98 98

● AMICALE DU NID

Service d'Accueil et d'Orientation
(S.A.O.) Accueil et réinsertion de
femmes ou d'hommes
prostitués(es) majeurs(es)
seuls(es) ou avec enfant(s)
21 rue du Château d'Eau
75010 Paris - M° République
Tél. : 01 42 02 38 98
Du lundi au vendredi de 9h00 à
18h00

SUBSTITUTION ET SEVRAGE

● RÉSEAU RIVE GAUCHE

Réseau de médecins
généralistes, suivi médical et
substitution pour les usagers de
drogues habitant la Rive Gauche
Tél. : 01 45 45 30 90

● RÉSEAU PARIS NORD

Réseau de médecins généralistes,
suivi médical et substitution pour
les usagers de drogues habitant
le Nord de Paris
Tél. : 01 42 72 65 43

● CENTRE PIERRE NICOLE

27 rue Pierre Nicole
75005 Paris - RER Port-Royal
Tél. : 01 44 32 07 90

● LA TERRASSE

Unité Méthadone
224 rue Marcadet
75018 Paris - M° Guy Moquet
Tél. : 01 42 26 01 11
Du lundi au vendredi de 8h30 à
16h30

● MONTE CRISTO

Hôpital Européen Georges
Pompidou
20 rue Leblanc
75015 Paris - M° Baland
Tél. : 01 56 09 26 91

● NOVA DONA

104 rue Didot
75014 Paris - M° Pernetty
Tél. : 01 43 95 81 75

● CENTRE MARMOTTAN

19 rue d'Armaillé
75017 Paris - M° Charles De
Gaulle-Étoile
Tél. : 01 45 74 00 04
Du lundi au vendredi de 10h00 à
19h00

● HÔPITAL FERNAND WIDAL

Espace Murger
200 rue du fbg Saint-Denis
75010 Paris - M° La Chapelle
Tél. : 01 40 05 42 14 (sur rdv)

COORDINATION TOXICOMANIES 18^{ème}

Vous pouvez appeler pour faire part de vos difficultés, prendre
rendez-vous, demander le passage de médiateurs « Première
ligne », participer à la réflexion et à la recherche d'actions
concrètes à mener pour améliorer la situation dans les quartiers :
La Chapelle-Stalingrad/La Goutte d'Or-Simplon-Clignancourt
87 rue Marcadet 75018 Paris - M° Marcadet-Poissonniers
Tél. : 01 53 28 08 89
Du lundi au vendredi de 10 heures à 20 heures

SORTANTS DE PRISON

● SRAIOSP

Aide à la réinsertion pour
sortants de prison (sans sursis,
ni mise à l'épreuve)
12/14 rue Charles Fourier
75013 Paris - M° Tolbiac
Tél. : 01 44 32 72 33 (sur rdv)

● ANPE ESPACE LIBERTÉ EMPLOI

Aide à la recherche d'emploi ou
de stage pour sortants de prison
17 rue Juge
75015 Paris - M° Duplex
Tél. : 01 58 01 07 20

● PASS JUSTICE

Être présenté par un travailleur
social
27 rue Pierre Nicole
75005 Paris - M° Port-Royal
Tél. : 01 44 32 07 60

● L'ESTRAN

Hébergement (être présenté
par un travailleur social)
10 rue Ambroise Thomas
75009 Paris - M° Poissonnière
Tél. : 01 53 24 92 20 (sur rdv)

● LE VERLAN

Hébergement (être présenté
par un travailleur social)
35 rue Piat
75020 Paris - M° Pyrénées
Tél. : 01 44 62 26 90

● ARAPEJ 75

Centre d'Hébergement et de
Réinsertion Sociale (CHRS) pour
personnes libérées de prison et
service RMI
21 rue d'Enghien
75010 Paris - M° Château d'Eau
Tél. : 01 42 46 15 45
arapel75@wanadoo.fr

● SOS ARAPEJ

Permanence d'accueil pour les
sortants de prison depuis moins
de 3 mois, accueil, écoute,
orientation, accompagnement
24 rue Daubenton
75005 Paris -
M° Censier-Daubenton
Tél. : 01 43 37 21 99

DOCUMENTATIONS ET INFORMATIONS

● CRIPS

(Centre Régional d'Information
Prévention SIDA)
Tour Montparnasse
33 av. du Maine 75015 Paris
M° Montparnasse Bienvenue
Tél. : 01 56 80 33 33
www.crips.asso.fr

● OFDT

(Observatoire Français des
Drogues et des Toxicomanies)
3 av. du Stade de France 93218
Saint-Denis La Plaine
RER Stade de France
Tél. : 01 41 62 77 16
www.ofdt.fr

SUIVIS PSYCHOLOGIQUES

● ASSOCIATION CHARONNE

Consultation cannabis (anonyme
et gratuite)
Évaluation, conseil, orientations,
thérapies
9 rue Beaurepaire
75010 Paris - M° République
Tél., fax et rép. : 01 42 08 13 85
La consultation du mercredi de
15h00 à 20h00 (sur rdv)

● LA CLEPSYDRE

Suivi thérapeutique individuel
pour tout public
6 rue Deguerry
75011 Paris - M° Goncourt
Tél. : 01 40 21 39 57
la.clepsydre@free.fr

● ESPAS

Soutien psychologique des
personnes concernées par le virus
du VIH et de leurs proches
36 rue de Turbigo
75003 Paris -
M° Etienne Marcel
Tél. : 01 42 72 64 86 (sur rdv)
Du Lundi au Vendredi



La réduction des risques légalisée: la santé au-delà des préjugés

Le SIDA a bouleversé la politique de l'État en direction des usagers de drogues: enjeu pénal, la toxicomanie s'est érigée en enjeu de santé publique. Aujourd'hui légalisée, la politique de réduction des risques doit trouver une nouvelle impulsion et nous gagnerions beaucoup à transposer les innovations de certains de nos voisins européens.

« En 2002, une large majorité des personnes interrogées adhère au constat qui fonde la stratégie de réduction des risques : près des trois quarts ne pensent pas qu'il soit possible de parvenir à un monde sans drogues. » Cette phrase n'est pas l'opinion d'un soixante-huitard arriéré, mais les conclusions tirées des résultats de l'enquête EROPP¹ de 2002. Dans cette même enquête, on peut lire que 80 % des personnes interrogées sont favorables aux traitements de substitution et 60 % à la vente libre de seringues. Que de chemin parcouru depuis 1970 ! Au sein de la loi de 1970, pierre angulaire de la politique sur les toxicomanies, la toxicomanie était surtout envisagée comme un enjeu pénal, ce qui (selon le Conseil national du SIDA) accroissait les conditions de dangerosité des conduites que la loi entendait réfréner. Il a fallu l'irruption du SIDA et le courage exemplaire de Michèle Barzach (qui a autorisé la vente libre des seringues en 1987) pour développer une réelle politique de santé publique, une politique de réduction des risques moins dogmatique, plus en phase avec la réalité épidémiologique.

Aujourd'hui, l'utilité et les résultats obtenus grâce à cette politique sont incontestables. Entre 1994 et 1999 : baisse de la mortalité par overdose de 80 %, taux de transmission du virus

par pratique d'injection passant de 30 % au début des années 90 à 4 % aujourd'hui, réduction de la pratique de l'injection grâce notamment aux messages d'information, chute de 67 % des interpellations pour usage d'héroïne, etc. En 10 ans, cette politique a produit des résultats spectaculaires au niveau sanitaire, mais également en terme de sécurité publique.

Pourtant, gardons-nous bien de dresser un tableau trop idyllique de la situation. Plusieurs éléments nous persuadent qu'il faut renforcer la politique de réduction des risques, informer et innover.

Tout d'abord, la situation épidémiologique chez les usagers de drogues reste, surtout pour le VHC, grave. L'infection à VIH touche encore 15 % de ces usagers de drogues ; les hépatites notamment l'hépatite C entre 50 % et 75 %. C'est bien la preuve que les pouvoirs publics doivent continuer à financer, voire augmenter, le financement des structures de réduction des risques.

L'information doit, aussi, être un des axes privilégiés, afin de contrer le discours démagogique de certains qui, malgré l'efficacité de cette politique, prônent une approche exclusivement répressive, dépassée et suicidaire de la toxicomanie en

re lançant non pas la guerre à la drogue, mais la guerre aux toxicomanes. Très récemment, certains députés ont vivement attaqué cette politique. « Ce que nous voulons, c'est une France sans drogue » a affirmé une députée ; la politique de réduction des risques « instille le renoncement » a accusé un autre parlementaire. Selon Jean-Paul Garraud², « il ne sert à rien de remplacer une dépendance par une autre » en faisant référence à la substitution par la méthadone ou le Subutex. Tristes paroles qui ne reposent que sur des fantasmes d'un autre âge et des préjugés idéologiques, oubliant la réalité tous les gouvernements de droite, comme de gauche, l'ont développée et approfondie. La politique de réduction des risques a même (enfin !) été légalisée par un amendement du Sénat du 14 janvier 2004, mettant fin à une aberration française : faut-il le rappeler, la distribution de seringues aux toxicomanes n'était couverte que par une simple circulaire ! Enfin, on a la preuve que l'État ne considère plus la toxicomanie comme un problème de police tel que le fait la loi de 1970, mais bel et bien comme un problème de santé publique.

Très récemment, un décret en date du 14 avril 2005, approuvant le référentiel national des actions de réduction des risques en direction des usagers de

drogues, a inscrit cette notion dans le Code de la santé publique. Outre la définition des objectifs et modalités de la politique de réduction des risques, le préambule de ce décret dispose qu'il est nécessaire de protéger les professionnels de la réduction des risques d'incriminations d'usage ou d'incitation à l'usage. On ne peut que s'en féliciter tant la terrible épreuve subie par Jean-Marc Priez, injustement accusé et, aujourd'hui, lavé de toute accusation, a marqué le monde associatif.

Aujourd'hui, il est nécessaire de redonner un nouvel élan à cette politique. Des mesures annoncées peuvent nous inciter à l'optimisme : ainsi, Xavier Bertrand³ et Didier Jayle⁴ ont prévu le développement « de communautés thérapeutiques et de structures sans substitution ». Mais je pense que la France reste en retard par rapport à la plupart des démocraties européennes et elle doit y chercher des moyens d'innover. Plusieurs mesures pourraient être envisagées :

- Il faudrait tenter l'expérimentation, dans plusieurs grandes villes françaises, d'espaces d'accueil et d'injection pour les usagers de drogues. De nombreux pays, dont les dirigeants n'ont rien d'irresponsable, s'y sont récemment engagés : l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Australie, le Canada... En Suisse, lors de plusieurs visites de la salle d'injection de Genève, Quai 9, j'ai pu constater l'efficacité de ces initiatives. Elles donnent des résultats incontestables en terme de santé publique, mais aussi, de sécurité.

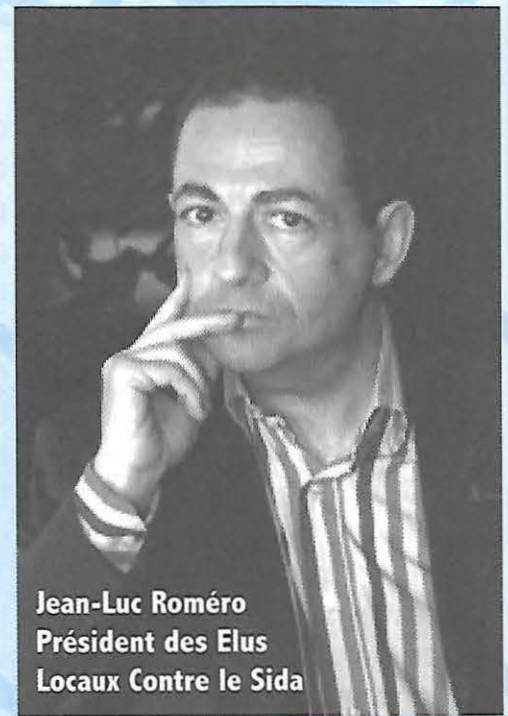
- Pour pérenniser les structures bas-seuil destinées aux toxicomanes (les 45 boutiques, les 2 Sleep'in, les 97 programmes d'échanges de seringues, les automates⁵), il s'agit de transférer

leur financement à l'assurance maladie, afin de faciliter les rapprochements nécessaires avec les lieux de soins (CSST⁶) ;

- Afin de favoriser l'intégration des structures bas-seuil dans leur environnement et de rassurer les riverains, à l'image de ce que fait déjà Espoir Goutte d'Or (EGO), il est nécessaire de conditionner le financement de ces structures à l'organisation d'une réunion hebdomadaire ouverte aux usagers de drogues, aux professionnels et aux riverains, tout comme le recrutement de médiateurs de rue doit être exigé. Les financements de ces structures devront bien sûr prendre en compte ces nouvelles obligations à même de concilier les intérêts contradictoires des toxicomanes et des riverains ;

- Un effort particulier doit être fait sur la lutte contre l'hépatite C qui a explosé chez les usagers de drogues et qui touche 1,26 % de la population soit 780 000 personnes ! Même si les études ne sont pas encore achevées, l'efficacité des kits sniff pour les usagers de drogues par aspiration nasale notamment semble réelle. Il est donc indispensable que l'État finance la généralisation du kit sniff. C'est une élémentaire précaution ;

- Des programmes d'échanges de seringues doivent être expérimentés en prison, comme cela se fait en Suisse, en Allemagne et en Espagne. Les expériences menées dans ces pays, en collaboration avec les gardiens de prison, montrent que cela n'augmente aucunement la consommation et n'a suscité aucune



Jean-Luc Roméro
Président des Elus
Locaux Contre le Sida

agression vis-à-vis des gardiens de prison.

Les innovations pourraient être nombreuses. Tout est une question de courage politique, car l'intérêt au niveau de la santé publique, lui, est bien présent ! Alors évitons le discours démagogique stérile, sachons écouter la souffrance physique et psychologique des usagers de drogues et retrouvons, enfin, le courage dont ont fait preuve Michèle Barzach, en 1987, et Simone Veil et Philippe Douste-Blazy, en 1993 !

Jean-Luc Roméro

1. « Penser les drogues : perception des produits et des politiques publiques. » Enquête sur les Représentations, Opinions et Perceptions sur les Psychotropes (EROPP) 2002. Auteurs : François Beck, Stéphane Legleye et Patrick Peretti-Watel. Édition : OFDT janvier 2003.

2. Élu, membre de la commission des lois.

3. Ministre de la santé et des solidarités, député de l'Aisne.

4. Président de la MILDIT Mission Interministérielle de Lutte contre la drogue et la toxicomanie.

5. Automates : distributeurs automatiques de seringues. Il y en aurait une quarantaine environ sur Paris.

6. CSST : Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes.

*.Réduction des risques.

Aller à Marmottan

La grande pancarte sur le mur à l'entrée indique « l'hôpital Marmottan » (anciennement, les bâtiments appartenaient à un hôpital chargé des grands accidentés de la route), mais sa véritable dénomination est le « Centre de Soins Spécialisé en Toxicomanie Marmottan. »

En 2000, après trente années de bons et loyaux services, le docteur Claude Olievenstein, son fondateur et directeur, prend sa retraite et c'est Marc Valleur, également psychiatre, qui prend

la relève.

Après trente-quatre années d'existence, qu'est devenu le centre médical Marmottan, l'une des plus grande référence historique en matière de prise en charge des usagers de drogues ?

Venir à Marmottan. Si vous êtes usager de drogues licites ou illicites et que vous avez décidé d'arrêter de consommer, le Centre de Soins Spécialisé en Toxicomanie (CSST) Marmottan est bien l'endroit où vous pourrez demander de l'aide.

Ce qu'il y a d'intéressant avec Marmottan, c'est l'endroit où il est situé, entre l'avenue des Ternes et la porte Maillot. Dans les beaux quartiers du 17ème arrondissement de Paris qui regorgent de commerçants et grands magasins en tout genre, à la limite du 16ème et du 8ème, les quartiers riches. Rien ne laisse imaginer, dans ce grand bâtiment du 17 rue d'Armaillé, à peine à 50 mètres d'une très belle église, que l'on y soigne des usagers de drogues. Et pas seulement de drogues dures d'ailleurs, puisque depuis 2000, le centre médical a pris en charge d'autres addictions comme les jeux d'argent, les jeux vidéo, le

dopage, etc., ainsi qu'une nouvelle population, les jeunes pour lesquels l'usage de cannabis est devenu problématique. Tout ce monde passe quasiment inaperçu dans ce décor très commerçant et très bourgeois de la vie parisienne.

L'accueil. Vous vous êtes donc décidé à aller à Marmottan. Le centre est ouvert du lundi au vendredi de 11h00 à 19h00 (le jeudi à partir de 12h00) et le samedi de 12h00 à 18h00. Pas la peine d'arriver avant l'heure, les portes seront fermées et personne ne vous fera de passe-droit. C'est Alain Lang et Youssef Mehdaoui (respectivement depuis dix ans et sept ans au CSST), tous deux accueillants, qui reçoivent les personnes. Si vous avez déjà un rendez-vous, ils vous feront patienter dans la petite salle d'attente, à droite du couloir de l'entrée (on ira prévenir, dans les bureaux, de votre arrivée). Différentes plaquettes et revues de prévention sociale ou sanitaire sont à votre disposition pour vous informer en attendant votre tour ; si vous venez pour la première fois, Alain ou Youssef vous prendra en entretien dans le petit bureau juste en face de la salle d'attente afin d'avoir plus d'informations sur votre situation sociale et sanitaire. Tous les deux sont unanimes « le travail de l'accueillant à Marmottan est considéré comme étant le premier maillon de la chaîne thérapeutique. Alors il n'est pas question de passer outre cet entretien. Nous allons écouter la demande de la personne et l'évaluer ensemble.

Outre son aspect répressif, la loi du 31 décembre 1970 a également proposé aux usagers de drogues le droit de se faire soigner de manière volontaire, gratuite et anonyme. Le gouvernement demande alors au docteur Claude Olievenstein de fonder « un centre expérimental » d'orientation et de soins pour usagers de drogues. Marmottan voit le jour en juillet 1971. Celui-ci sera rattaché à l'hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse.

L'important étant, très rapidement, de savoir si nous sommes en mesure de répondre à cette demande. Il arrive parfois que nous ne pouvons pas répondre à certaines demandes ou à certaines personnes, notamment celles ayant de lourds problèmes psychiatrique ». « Même par la suite, la parole de l'accueillant est très importante et prise en compte dans le suivi de la personne » précise Youssef Mehdaoui.

Vous vous êtes décidé à venir vous faire soigner, mais vous ne savez pas comment ? Après l'entretien, vous serez reçu par un médecin psychiatre. Alain Lang avertit « Marmottan n'est pas qu'un centre de sevrage ». Effectivement, différentes thérapies sont utilisées à Marmottan. La plus classique (sans vouloir titiller Alain), le sevrage : vous avez le choix entre le sevrage avec une hospitalisation d'une dizaine de jours ou celui en ambulatoire avec un traitement approprié. L'idéal voudrait que ce sevrage soit suivi d'un séjour dans un centre de postcure, mais pour cela il vous faudra rencontrer le service social. Vous avez également le choix d'un traitement par une substitution

avec le Subutex ou la Méthadone. Pour ce qui est de la recherche d'une postcure ou d'un hébergement d'urgence, le service social pourra vous aider et vous accompagner dans vos démarches.

Attention, on vous informe dès le début ; à Marmottan aucune injure, aucune violence ne sera perpétrée sur le personnel ou qui que ce soit d'autre. Un contrat moral et verbal est passé entre la personne accueillie et le CSST ; la moindre incartade, c'est la porte. « Il n'est pas question pour le personnel de travailler dans la peur » explique Youssef Mehdaoui. « Nous sommes intransigeants sur le respect du personnel et nous n'hésiterons pas à dire à une personne qu'on ne peut plus la suivre dans de telles conditions. »,... « D'ailleurs, ce respect vaut aussi pour le personnel » précise Pierre Seleret, cadre du service social (depuis vingt-trois ans au CSST). Et d'assurer que cela était déjà arrivé une fois dans les annales de Marmottan pour un médecin qui avait fait un peu n'importe quoi.

Le service social. Natali Silvestri (depuis douze ans au CSST Marmottan) est éducatrice au service social. Elle est, avant tout, là pour accompagner les personnes dans leur démarche « mais surtout pas pour les faire à leur place » explique-t-elle. Vous pouvez compter sur Natali pour être « copain-copain », car comme elle le dit si bien « les usagers de drogues viennent d'abord ici pour rencontrer des gens et discuter avec eux », mais attention tout de même, elle sait aussi réclamer un peu de sérieux quand cela est nécessaire. « Les démarches sociales sont de plus en plus difficiles et j'ai parfois l'impression d'être plus une VRP du social qu'une éducatrice » constate Natali Silvestri. « Trouver un hébergement, qu'il soit d'urgence en

passant par le 115 du SAMU social ou qu'il soit à plus ou moins long terme comme les hébergements en hôtel, les hébergements de droit commun ou thérapeutiques en passant par les associations ou les bailleurs sociaux, relève de l'impossible » observe-t-elle encore. « Quand je dois appeler pour un hébergement ou même un centre de postcure, il manque tellement de place partout que j'en suis à devoir "négocier" une personne pour qu'elle soit prise. »

La médecine générale.

L'entrée de la médecine générale se situe dans la rue perpendiculaire au CSST, à vingt mètres, au 5 bis rue des Colonels Renard. Le seul critère pour y être soigné, c'est d'être usager ou ex-usager de drogues ayant une CMU ou, pour les étrangers, une AME et de souhaiter une prise en charge médicale (VIH, hépatites, syphilis, tuberculose, abcès, etc.). Pas de substitution, c'est le CSST qui s'occupe des prises en charge pour la substitution (Subutex et Méthadone). Vous pouvez venir, soit de votre plein gré, soit orienté par une structure. D'ailleurs, un grand nombre est adressé à Marmottan par des structures comme Médecins Du Monde (MDM), les boutiques bas-seuil, etc.

C'est une équipe de cinq médecins généralistes, de deux infirmières, Françoise et Nora, d'une accueillante/secrétaire et d'une médiatrice de santé, Hélène, qui s'occupe chaque jour d'accueillir une vingtaine de personnes.

Pour entrer dans le service de médecine générale, il vous faut appeler l'accueil par un interphone et monter au quatrième étage par un

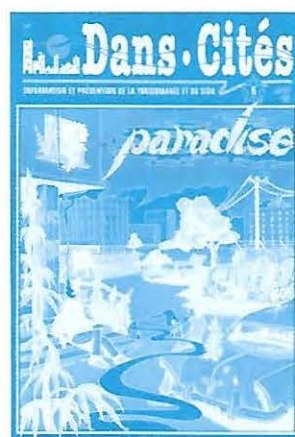
ascenseur. À votre sortie de l'ascenseur, sur une petite table basse, des plaquettes de prévention sur la syphilis, les hépatites, etc. et du matériel stérile d'injection sont à votre disposition, « anonymement » tient à préciser Hélène, spécialement venue, en septembre 2001, à Marmottan, pour mettre en place le secteur « hépatites. » Un peu plus loin, la salle d'attente où l'on vous proposera, convi-vialité oblige, un petit café ou un thé.

Il existe une devise en médecine générale « ne jamais refuser de mettre une personne sous traitement par rapport à une couverture sociale qu'elle n'a pas ou par rapport à une consommation de drogues, de médicaments ou d'alcool qu'elle n'a pas arrêtée. En équipe, et avec des partenaires sociaux, nous allons faire en sorte que la personne soit en situation sociale (CMU, hébergements, etc.) et sanitaire (sevrage, substitution) favorable pour débiter un traitement dans de bonnes conditions. »

Hommage. Le CSST Marmottan a été le premier centre, alors que personne ne l'aurait seulement imaginé, a embauché des ex-usagers de drogues dans son équipe. Aujourd'hui encore, six salariés du CSST pérennisent ce principe. Dan, pour ceux qui l'ont connu, était l'un d'eux. Il avait en charge l'accueil les usagers de drogues à Marmottan et la coordination de « Dans Cités », la revue d'information et de prévention de la toxicomanie et du SIDA. Même si toute une équipe œuvrait pour la revue, « Dans Cités » avait une très grande importance dans la vie de Dan.

Alter Ego

*.Réduction des risques.



Le Quai 9 : intégration d'une structure de réduction des risques dans le voisinage

Le Quai 9 est un espace d'accueil et d'injection pour les usagers de drogues à Genève. Il a été ouvert fin 2001 en complément d'actions comme le Bus itinérant prévention sida (BIPS), programme d'échange de seringues initié en 1991. Ces structures font aujourd'hui partie de l'association Première ligne. L'implantation du Quai 9 a nécessité un important travail de collaboration avec le voisinage, afin de limiter certaines craintes exprimées par celui-ci.

En trois ans d'activité, plus de 1400 usagers de drogues différents ont été rencontrés au Quai 9 et environ 100000 injections y ont été effectuées dans des conditions sécurisées. Plus de 200000 seringues stériles sont mises à disposition annuellement par nos deux structures, dont 90 % sont rendus par les usagers après utilisation, afin d'être détruites dans les meilleures conditions.

La création d'un tel espace de prévention n'a pas été facile. Une impulsion décisive a été donnée par le Grand conseil (législatif) du canton de Genève, qui a voté, en 1990, une motion urgente en faveur de l'ouverture d'un local d'injection. Une fois cet accord confirmé par le Conseil d'Etat (exécutif) en mai 2001, il a fallu envisager l'implantation de cette structure dans le voisinage. Pour ce faire, nous avons dû prendre en considération les éléments suivants :

- il est nécessaire d'adapter tout projet de réduction des risques à la réalité locale (ville - pays),

- il est nécessaire de situer les espaces de prévention près des lieux de marché de la drogue et de consommation, afin d'offrir une accessibilité maximale aux personnes concernées,

- il est indispensable de miser sur un espace intégré dans le tissu social, visible et non isolé,

- il est difficile d'associer les besoins de la prévention et une implantation qui tienne compte du voisinage, tout projet

concernant les usagers de drogues faisant peur par définition,

- il est certain que les actions de réduction des risques mettent en évidence certaines tensions entre les logiques de santé publique et les logiques d'ordre public

**La création
d'un tel
espace de
prévention
n'a pas été
facile**

Le travail d'information est donc déterminant pour l'intégration d'une structure comme le Quai 9 dans le quartier, en se donnant les moyens d'entendre les préoccupations des habitants et commerçants. Etant donné la difficulté de trouver un lieu adapté, nous avons monté une structure modulaire sur un terrain mis à

disposition gratuitement par la Ville de Genève, à deux pas de la gare ferroviaire.

Malgré les contacts pris lors de notre installation, nous nous sommes rapidement rendu compte que nous n'avions pas suffisamment soigné les contacts avec le voisinage. Durant l'été 2002, certains habitants du quartier des Grottes se sont plaints d'une dégradation de leurs conditions de vie, en l'attribuant à la drogue et notamment à l'existence du Quai 9. Tout au moins en ce qui concernait une augmentation des seringues souillées retrouvées dans le quartier. Cette situation a été largement relayée par les médias, ce qui n'a pas forcément eu pour résultat de calmer les esprits. Nous avons constaté que les attentes sécuritaires (éradiquer le problème de drogue) dépassaient largement ce que nous pouvions offrir. Toutefois, nous avons pris cette situation au sérieux, en élaborant, avec l'aide de Lia Cavalcanti et de l'expérience accumulée par EGO dans le quartier de la Goutte d'Or, un ensemble de mesures visant à ramener de la sérénité :

- organisation de soirées de voisinage,
- édition d'un journal d'information pour le voisinage,
- mise sur pied d'une activité de ramassage de seringues, avec des usagers de drogues comme agents de prévention communautaire,
- réponse systématique lors de demandes d'intervention pour gérer des situations difficiles,
- séances d'information pour professionnels (concierges, voirie...),
- introduction d'une consigne (récupérateur de seringues usagées) lors de la mise à disposition de seringues pour inciter au retour.

Il s'agissait de ritualiser les espaces

d'expression relatifs au Quai 9, afin d'éviter les attaques tous azimuts, sans possibilité d'en tirer des attitudes ou propositions constructives.

Quelques résultats :

Nous avons organisé à ce jour une quinzaine de soirées de voisinage au Quai 9, auxquelles se sont ajoutées deux soirées organisées par les autorités municipales et cantonales en présence des magistrats chargés de la santé et de la police. Avec le soutien du journal Quoi de 9 au Quai 9 (3 parutions à ce jour), ces rencontres consistent à rendre visibles nos actions, à mieux expliciter notre travail, mais également à entendre les doléances et les craintes des habitants. Relevons que nous avons bénéficié de la présence de représentants du collectif d'habitants Stalingrad quartier libre et d'Espoir Goutte d'Or, lors d'une de ces soirées.

Ces rencontres ont donné l'impulsion pour l'organisation d'un ramassage de seringues systématique. Elles ont permis à certains voisins de se sentir entendus. Nous avons toutefois constaté que le discours n'est pas suffisant. Pour être rassurés, les voisins demandent du concret. Ainsi, l'action de ramassage de seringues a été déterminante pour l'intégration du Quai 9 dans le quartier. Elle est effectuée 6 jours sur 7, par huit usagers de nos structures, soutenus par des collaborateurs-trices du Quai 9. Ils se répartissent actuellement les deux tournées du matin et de l'après-midi, une dans le quartier proche du Quai 9 et l'autre dans un périmètre beaucoup plus large, afin de tenir compte d'un nouvel éclatement du marché de la drogue. Celui-ci est en partie imputable à la pression mise par la police dans le quartier de la

gare. La présence de ces agents de prévention communautaire a permis à certains habitants de modifier leurs représentations des usagers de drogues. Ils ne sont pas uniquement ceux qui posent problème, mais ils peuvent aussi se responsabiliser et faire œuvre d'utilité publique. Environ 2500 seringues ont été récupérées en 2004. De plus, le taux de retour de seringues a lui aussi sensiblement augmenté depuis la mise en place de la consigne pour atteindre aujourd'hui plus de 90 %.

Les résultats sont donc très positifs et nous pouvons considérer la situation relativement calme dans le quartier Grottes-Gare. L'éclatement du marché de la drogue a néanmoins favorisé l'apparition de plaintes et de pétitions dans d'autres quartiers de la ville, sans que les problèmes puissent cette fois être attribués à notre présence.

Relevons, toutefois, que rien n'est jamais acquis et que la situation reste fragile. Le bénéfice de plusieurs mois d'approche peut être mis à mal par le moindre dérapage, le moindre événement mettant en émoi les habitants. Les liens doivent donc être développés dans le long terme. Une politique claire des autorités et un soutien énergique de leur part, ainsi que de la part de la police, sont également des éléments déterminants pour favoriser l'implantation d'une structure de réduction des risques, car cela donne du poids dans les rapports de voisinage. En rappelant notamment que l'ensemble de la population bénéficie aussi de ces mesures de prévention.

Christophe Mani,
Première ligne, Association
genevoise de réduction des risques
liés aux drogues

*.Réduction des risques.

Le carnet de « teuf » des dix ans de Techno plus



Techno Plus
33 rue Stéphenson
75018 Paris
06 03 82 97 19

« Cela fait maintenant dix ans que l'association Techno+ est présente dans les fêtes Techno en France et parfois dans des grands rassemblements en Europe. Animée uniquement par des bénévoles (les volontaires), l'association a été créée par quelques personnes du mouvement Techno, consommatrices de drogues de synthèse, qui découvrirent qu'il existait sur ces produits une somme d'informations importantes, essentielles pour leur santé, et pourtant cachées.

Cet accès à l'information leur permit de comprendre des états antérieurs vécus (période de fatigue ou de dépression), et surtout d'adopter des stratégies de vies personnelles. Ils décidèrent de partager le plus largement possible toutes ces informations avec les autres consommateurs du milieu techno.

Ainsi naquit Techno+, association de militants, défendant la culture Techno et la mise en place d'une politique de réduction des risques liés à l'usage récréatif des drogues, c'est-à-dire une politique basée sur la responsabilisation des consommateurs et non sur l'interdit et la répression... »

À l'occasion de son dixième anniversaire, Techno Plus édite un carnet de « teuf ». Partez pour une virée en intervention en compagnie des volontaires de l'association dans le paysage Techno post-Mariani¹. Cent pages de croquis pour un voyage en couleurs sur la planète free-party. En bande-son : pensées samplées², boucles d'idées, réflexions calées sur shoots graphiques.

1. Député du Vaucluse qui en 2002 a déposé un projet de loi pour interdire les « free-party ».

2. Mixage de musique techno.

Pour le commander le carnet de « teuf » des dix ans de Techno plus :

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Afin d'assurer un meilleur suivi de votre commande, nous avons besoin de votre mail et/ou de votre téléphone :

Nombre d'exemplaires : (..... X10 €) + 10 % pour frais de port et d'emballage.

Règlement par chèque à l'ordre de Techno Plus.

Délai de livraison : 10 jours environ après réception de la commande.

Offre valable en France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles.



Cargo 21, un carnet de voyage pour une culture solidaire

Il existe une vieille légende,
À moins que ça ne soit une théorie,
Mais peut-être est-ce une vieille légende,
Venue du fin fond des âges farouches,
Où les tribus s'affrontaient,
Et où,
L'Or,
Métal ou couleur,
Était réservé aux dieux et aux rois.

Elle dit que :
Quand tous les humains se seront bien mélangés,
Jusqu'à former une espèce humaine terrienne,
Bien homogène,
Il n'y aura plus qu'une seule couleur de peau
Et tous les terriens auront
La peau dorée...

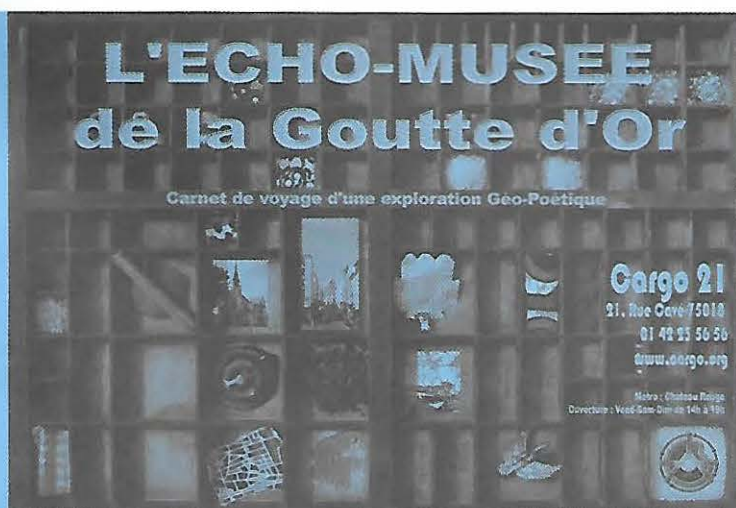
Il y a un petit carré,
Dans Paris, la capitale,
Où les terriens sont bien mélangés.

Ici, de l'or, il y en a une goutte...

Gérard Martingue
Habitant de la Goutte d'Or

Les expositions :
Échos-Musée de la Goutte d'Or (Paris - France) du 14 au 27 octobre 2005
Échos-Musée d'Aussersihl (Zurich - Suisse) du 14 au 27 octobre 2005
À l'association Cargo 21- 21 rue Cavé 75018 Paris
M° Château Rouge ou La Chapelle
Tél. : 01 42 23 56 56
Mail : jean.marc.bombeau@libertysurf.fr
Site Internet : www.cargo21.org

Cargo 21 est une association culturelle à la recherche d'œuvres ayant des origines pluriethniques à l'image du quartier de la Goutte d'Or. Elle offre également un axe de présentation des cultures du monde (du Maghreb et d'Afrique), les exposant les unes à côté des autres pour mieux nous les faire découvrir. En octobre et en novembre 2005, place à l'« écho-musée. »



Appel aux habitants, aux artistes, aux commerçants, aux associations à témoigner des actions de vie, pour entrer en résonance avec le quartier.

Textes, résultats d'ateliers, photos, films, dessins, peintures, objets, témoignages sonores, menus de restaurants, musiques et tout élément historique, sociologique, toute présentation pouvant évoquer le présent, le passé de l'identité de la Goutte d'Or.

Les textes (poèmes, poésies et pensées), publiés dans notre revue ALTER EGO le Journal, n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Je suis dépourvu
Etre heureux ?
Risque errance absurde
Héritage de Dieu
Attirer
Déguisé sceptique
Doute de moi-même
Consolation humaine rassasiée
Trac qui n'attend que le vide
Vivant chaud
Mer de granit bien dur
Ton talent méprise la mort
Tranche
Bouches avides
Supplice et désir
Chaque jour
Trêve entre deux nuits
Chaque nuit
Trêve entre deux jours
Bonté
Plus proche de la vie
Poids du toit
Masse des murs
Chaleur du sang
Astou, d'après Luc Dietrich

Je suis

Je suis la laine
Je suis la lime
Je suis les épines
Je suis ma nourriture
Je suis un géant
Je suis un volcan
Je suis l'eau pétillante
Je suis un ciel clair
Je suis La précarité

Olivier

Bonheur d'écrire à deux Sakiba & Désirée

Bonheur d'écrire à deux

Bonheur, prends une plume et un carnet.
Avec mes amis, on travaille cette année.
Chaque lundi l'activité et les mots déterminés
Pour lire et écrire bien, le sujet donné.
Quand le matin, le chocolat pour les gâteaux
Fond lentement, moi je pense à EGO
Chaque lundi les maux dits sont des cadeaux
Et pour écrire, on joue aux jeux de mots

La feuille comme la mer et l'encre la vague
Avec mes amis, on travaille cette année.
La plume d'aigle, elle brille comme la bague
Chaque lundi l'activité et les mots déterminés
La feuille gomme l'amer et le bic en zig-zag
Avec mes amis, on travaille cette année.
La plume d'encre, elle pique comme la dague
Chaque lundi à l'atelier, l'émoi se met à table

Le français difficile, comme langue est belle
Pour lire et écrire bien, le sujet donné.
Bonheur, prends une plume et un carnet.
Dire est difficile et toutes les langues sont belles
L'envie d'écrire est envie d'être en vie
Sakiba, assieds-toi et prends la plume .
Sakiba & Désirée

2

Au-dedans

Au-dedans, on peut voir la police qui passe, le regard aux aguets.
Malgré le fond de l'air plutôt frais, l'atmosphère est lourde de rancœur et de dépit.
Aucun sourire !
Il est seize heures et mon désarroi est si grand, envenimé de soucis et de désagréments.
Au-dehors, c'est toujours l'hiver. Pourtant, le soleil est là pour nous réjouir... nous rendre heureux.
Mais nul ne rit.
Aujourd'hui, tout se mêle...
Robert

Dans mon corps

Tant que la futilité méprisera l'essentiel !!!

Dans ma tête

Remords,

Occasions ratées,

Ambition,

Nostalgie.

Lorsqu'on aime,

Ni l'absence,

Ni le temps,

Ne sont rien.

Yeux aveugles.

Oreilles autistes.

Sur ma bouche silence !

Silence !

Si ce que tu as

À dire,

N'est pas plus beau

Que le silence...

Corps futile

De mes bras,

Toucher

De mes mains,

Amour

Jambes durcies

Sur la route

Youcef

À ceux qui pleurent les faits si forts

À ceux qui pleurent les faits si fort.
Mais il perd son chemin.
Il a perdu sa mémoire.
Ses yeux n'étaient presque plus de son visage.

Mamado

D'après plusieurs poètes

Anagramme

Anagramme

Kheiredin c'est mon

vrai prénom

Honneur et dignité

Etre humain

Imagine le meilleur

Reste humble

Original

Kheiro

Aujourd'hui il fait beau

Longtemps, je n'ai pas pris le train.

Longtemps, je n'ai pas vu ma famille

Longtemps, je n'ai pas mangé de gateaux

Longtemps, je n'ai pas touché d'argent

Longtemps, je ne suis pas passé par là

Aujourd'hui, j'ai écrit des mots

Aujourd'hui, je prends une douche

Aujourd'hui, je suis content

Aujourd'hui, j'ai passé les examens

Aujourd'hui, il fait beau

Sakiba

Yeux aveugles



Oreilles autistes



Sur ma bouche silence!

Aujourd'hui, il fait beau

Chaque nuit, elle se soulève de sa couche ou elle a trop dormi.

Rentrant par la route qui serpente entre les blés épais, j'ai vu venir trois belles jeunes filles.

Amour qui fait que la nuit se démembre.

Comme les biches mourantes, entraînent les meutes suspendues à leurs gorges.

Kidnappant mon cœur, qui s'enfuit avec amour.

C'est le moment des rêves où un peu de l'été persiste.

Or, le soir, ou plutôt à la nuit tombée, il errait à la recherche d'un commissariat pour un papier...

Ce que je possède : l'illusion que je nomme mon corps ; ce que je ne possède pas : mon âme ; ce qui est mien : ce qui trouble l'un et l'autre

Au ruisseau non souillé coulant entre les mousses, c'est debout qu'il faut vivre dans la force du monde.

Il gèle, je souffle sur mes ongles, je boite car mon talon fait saigner une engelure.

Nous irons au soir sans Lune voir l'eau fuyante devenue marbre.

Elles nous conduiront de l'autre côté de l'espace, nous montreront l'orbite des astres et la raison du vide qui l'entoure ; elles nous ramèneront à notre source.

D'après Luc Dietrich





Le programme de la fête de la Goutte d'Or

Du 27 juin au 3 juillet 2005

Spectacles gratuits

Lundi 27 juin

18h00 : **Lecture - LMP -**

● **Les Amis de la Commune** présentent : **La Détenuée de Versailles de Céleste Hardouin.**

Dans un style plein d'humour et fort moderne, Madame Hardouin livre un remarquable reportage vécu sur la détention des femmes à Versailles après la Semaine sanglante. Présentation et lecture du texte.

18h30 : **Spectacle théâtre EGO - LMP -**

● **« Voilà de quoi nous voulons parler ».**

Imaginé et écrit par tous les participants de l'atelier et d'après des textes de Xavier Durringer, Armando Lmas, Bernard-Marie Koltès. Mise en scène de Sylvie Haggai. Cette année la question suivante leur a été posée : De quoi avez-vous envie de parler ? Ils ont répondu : de la solitude, de la vérité, de l'amour, de la maladie, de la drogue, du souvenir...

Reservations indispensables au : 01 42 52 09 14

20h00 :

Spectacle théâtre atelier Graines de Soleil

● **« Li-bas et l'ailleurs »**

Un spectacle créé par l'atelier théâtre amateur pour adultes animé par la Cie Graines de Soleil. Comment, solidaire, cesser d'être solitaire ? Mise en espace : Nancy Guyon.

Mardi 28 juin

18h30 :

Inauguration - Église Saint Bernard -

20h00 : **Concert - Église Saint Bernard -**

● **« Les p'tits chanteurs de Barbès »**

Chorale d'enfants du quartier de la Goutte d'Or.

● **TINARIWEN**

Musique contemporaine touareg aux guitares électriques blues et aux chants caractéristiques.

Mercredi 29 juin

18h30 -> 20h00 :

Scène ouverte - Square Léon -

Les jeunes talents de la goutte d'or se produisent au Square Léon : une première expérience scénique pour les danseurs et chanteurs en herbe du quartier

19h30 :

Soirée Cabaret - 8 bis rue Polonceau -

● **« Le Cabaret à Callandreau »**

Venez plonger dans cet univers où la chanson réaliste côtoie la magie, le texte qui fait mouche, jusqu'au plus pur jazz vocal. Faire rêver les gens par des chants, du rire, et de bons tours joués à un public... faire la fête quoi !

20h00 -> 22h00 :

Tagada Club - LMP -

● **BAROUF (batoucada Brésilienne) + DJ Tagada**

Le Lavoir offre un Tagada Club multi-coultures pour réactiver les bals popus en fêtes mondiales de quartier ! Jusqu'à 2h00 du matin les 29, 30 et 1^{er} juillet après les concerts, DJ Tagada mixera les auto-prods de l'été primo-arrivant du monde entier dans l'allégresse. Participation libre !

Barouf, une musique énergique et dansante riche de couleurs brésiliennes, africaines, jazz. Deux danseuses-comédiennes nous invitent au voyage dans un tripot des années 40...

22h00 :

Cinéma en plein air - Square Léon -

● **« La Goutte d'or entre démolition et reconstruction »**

Des commerçants de la Goutte d'Or nous parlent de la rénovation des immeubles dégradés de leur quartier. Film réalisé par les jeunes de la formation Créativ'.

● **« Impitoyable »** film de Clint Eastwood (VF).

Jeudi 30 juin

10h00 : **Spectacle Petite Enfance**

- **8 bis rue Polonceau -**

● **« La tête dans les étoiles »** spectacle dansé et joué par le Théâtre de Berlingot. Pour les 0-4 ans, sous la surveillance des parents.

22h00 -> 23h00 :

Tagada Club - LMP -

● **Toubab All Stars (ska, rock et tubes de la Jamaïque) + DJ Tagada**

Ces Toubabs (blancs) jouent les tubes de la musique jamaïcaine et de l'Afrique de l'époque.

18h00 -> 23h00 :

Concert - Square Léon -

● **TOUT' ORCHESTRA**

Le Tout'Orchestra fait depuis 2000 du show et du son. Armé de bidons d'huile et d'une grosse caisse implacable, ce collectif péchu revisite le hip-hop, le reggae et les musiques traditionnelles méditerranéennes.

● **FATIMA GROOVE**

FATIMA GROOVE crée un cocktail musical, empreint de culture berbère et influencé par des sonorités qui s'étendent de la musique celte à la fusion occidentale.

● **AMADOU & MARIAM**

On ne présente plus le couple le plus connu d'Afrique. Ces deux grands artistes viendront nous faire partager leurs passions et leurs visions de l'Afrique. + Guest Star au programme!

Vendredi 1^{er} juillet

17h00 -> 23h00 :

Concert - Square Léon -

Soirée rap entièrement organisée et programmée par des jeunes du quartier.

● **ZONE SENSIBLE**

● **TANDEM**

● **SETH GUEKO**

● **INTOUCHABLE**

● **SINIK**

17h00 : **Tagada Club - LMP -**

● **Lavach' (bal Arméno Klezmer) + DJ Tagada**

Lavach' ! C'est drolement bien... musique traditionnelle arménienne et de l'Europe de l'Est...et les couleurs d'autres musiques encore : chants réunionnais, français, grec, cubain...

20h00 : **Concert - Olympic Café -**

● **LES FOSSOYEURS**

Les Fossoyeurs ont gardé la hargne et l'engagement politique de la vague alternative des années 80 et s'est enrichi d'influences ska, reggae, funk... et bal musette.

Samedi 2 juillet

14h00 -> 18h00 :

Un village festif et sportif - Square Léon -

Stands d'animations: atelier henné, sculpture, maquillage, déguisements. Tournoi foot, tournoi de pétanque, basket, ping-pong et démonstration de Taek Wondo et double dutch.

18h00 -> 18h30 :

Atelier de poésie graphique - Goutte Rouge -

Pour fêter la sortie du numéro 3 de leur revue (thème de

mémoire de vêtement), les Xéroglyphes animeront un cafégraphique pour tous publics sur le thème du vêtement.

18h30 : **Défilé de mode - Square Léon -**

L'atelier couture d'URACA nous présente ses œuvres.

20h00 : **Concert - Olympic Café -**

● **COLLECTIF ÉPHÉMÈRE**

Un bassiste, une harpiste classique, un saxophoniste free jazz, un violoniste : un Collectif pour un Ailleurs nourri de poésie brûlante, entre jazz, electro, slam et musiques du monde. Pour ce concert, l'invité sera Abou DIALLO et sa foule de percussions d'ambiances.

18h00 -> 23h00 :

Concert - Square Léon -

● **MARCIA DE CARVALHO et ALEGRIA**

Marcia, brésilienne compose des chansons dans sa langue natale. Une musique riche en mélodies et rythmes qui depuis 2004 avec la formation du groupe Alegria, se donnent régulièrement concert à Paris.

● **RAGEOUS GRATOONS**

Ils associent les instruments traditionnels aux sons actuels et allient les musiques des Balkans, d'Inde ou de Louisiane au folk, au dub et à l'énergie du punk.

● **LO'JO**

Sonorités du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest rassemblées puis redistribuées. On voyage beaucoup dans la musique de Lo'Jo.

Dimanche 3 juillet

18h00 -> 23h00 : **Cross - Square Léon -**

14h00 -> 18h00 : **Village festif et sportif - Square Léon -**

Retrouvez l'ambiance du village festif : l'anniversaire et le sport sont de nouveau au rendez-vous!

18h00 :

Un repas de rue et un Bal - Square Léon -

Pour clore la fête en beauté, Venez avec un gâteau pour partager un repas convivial au son du Bal à Bistandaque et de DJ Phonk

● **Bistandaque** joue un répertoire à danser original entre folk, musette et musique méditerranéennes. DJ Phonk conclura la soirée en mixant des sons pour tous les goûts.

Expositions/Ateliers

Exposition de peintures - LMP -

Barbara d'Antuono et Nadia Djabali. Expressions libres, leurs peintures urbaines et métissées puisent leur inspiration dans le quartier de la Goutte d'Or.

Exposition et atelier à CARGO 21

● **« Portrait d'un Quartier »**

Appel aux habitants, aux artistes, aux photographes à déposer leurs témoignages, objets, et œuvres pour la réalisation de l'ECHO-MUSEE de la Goutte d'Or et la préparation de l'expo Echo-Musee de la Goutte d'Or au mois de novembre à Zurich.

Réalisation d'une nouvelle cartographie d'un quartier redessiné par les sentiments et les impressions des habitants, des artistes, et des visiteurs.

Une invitation au voyage pour le témoignage d'un instant de mémoire collective.

21 rue Cavé 75018 Paris - Tél. : 01 42 23 56 56

Mail : jean.marc.bombeau@libertysurf.fr

Site Internet : <http://www.cargo21.org>

Pour commander nos plaquettes de prévention

Par courrier : Espoir Goutte d'Or, 13 rue Saint-Luc 75018 Paris

Par Fax : 01 53 09 99 43 ou 44 ;

Par mail : alteregojournal@club-internet.fr

**30
exemplaires
maximum
par
commande**



Femmes
adresses utiles



Le dossier très X de Scouty et Molle d'Or : les IST



Où manger, où se doucher et où s'habiller gratuitement à Paris



Descente
Plus dure sera la chute



Notre corps, nos désirs,
nos plaisirs



La tuberculose



Le virus de l'hépatite C

Bulletin de soutien

à Espoir Goutte d'Or et/ou à ALTER EGO le journal

Vous pouvez nous envoyer votre don, afin de soutenir la revue ALTER EGO le journal et/ou la lutte contre l'exclusion menée par l'association Espoir Goutte d'Or.

- Je désire soutenir ALTER EGO le journal (abonnement d'un an)
 Je désire soutenir EGO dans sa lutte contre l'exclusion (adhésion d'un an)
 Je désire recevoir : exemplaire(s) de votre journal.
 Je désire recevoir : exemplaire(s) de la plaquette sur :

- 20 euros 40 euros 60 euros autres : euros
 20 euros 40 euros 60 euros autres : euros

- La descente
 Femmes adresses utiles
 Les Infections Sexuellement Transmissibles
 Où manger, où se doucher et où s'habiller gratuitement à Paris
 Femmes : Notre corps, nos désirs, nos plaisirs
 La tuberculose
 Le virus de l'hépatite C

Association :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Merci de compléter et de renvoyer ce bon, accompagné de votre don à l'adresse suivante : Espoir Goutte d'Or, 13 rue Saint-Luc 75018 Paris.

Solidarité Sida

présente avec

Région Île de France



8.9.18
juillet 2005
Hippodrome de Longchamp * Paris



SOLIDAYS

le plein d'énergie solidaire



100 ASSOS * 200 ARTISTES * 60 CONCERTS :

Tiken Jah Fakoly * Patti Smith * Starsailor * Mickey 3D * Têtes Raides * Arno * Calogero * Luke * Vincent Delerm * Camille * Saez * Sinsemilia * Kool Shen * Mouss & Hakim * Ghinzu * The Servant * Hollywood Porn Stars * Steel Pulse * Morgan Heritage * Patrice & Shashamani band * Gentleman * Kassav' * Jeanne Cherhal * Juliette * Aldebert * Svinkels * Le Peuple de l'Herbe * La Rue Ketanou * Les Ogres de Barback * Bumcello * Déportivo * Gomm * Matmatah * Mass Hysteria * AqME * Alexis HK * Kent * Ridan * Jamait * AS Dragon * Prohom * Debout sur le zinc * **Surprise rock International** * Nuit Master Mix * Tremplins Jeunes Talents * Théâtre de rue * Village associatif * Restaurants du monde * Camping *

Un événement



Info et résa : www.solidays.com



AIR FRANCE



LOCATION :

Fnac, Carrefour, www.fnac.com, 0 892 697 687*, Virgin, www.ticketnet.fr, et points de vente habituels - Infos Bus Province : www.neweastfestival.com

